

Révolution 31 Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

NOVEMBRE 76

SOMMAIRE

L'Amérique latine dans le tourbillon de la décadence p.4
Les tâches présentes des révolutionnaires p.5
Les "multinationales" et la tendance au capitalisme d'Etat .. p.7
Les luttes de classe en URSS . p.8

MENSUEL 31

2 FR /20fb/15fb/50cts.can

L' AUSTERITE DEFERLE SUR L'EUROPE

Avec une simultanéité propre aux périodes de grande crise, trois pays d'Europe viennent d'annoncer les nouvelles mesures économiques qui vont être mises en oeuvre pour "assainir" leur économie : l'Espagne, l'Italie et le Portugal, sous la pression directe du FMI (instrument de la politique américaine) sont ainsi venus renforcer l'austérité qui, après la Grande-Bretagne et la France, gagne de plus en plus l'ensemble de l'Europe.

Si la portée des mesures d'austérité varie selon

- la gravité de la situation économique de laquelle chaque pays a à faire face,
- la marge de manoeuvre dont dispose chaque gouvernement pour adopter des mesures plus ou moins "radicales",
- sa capacité à les faire appliquer et, surtout, à les faire accepter par la classe ouvrière,

le fondement de ces plans d'austérité est le même partout : devant le rétrécissement des marchés, baisse des exportations, exacerbation de la concurrence et, pour devenir plus compétitif sur le marché mondial, nécessité de "ne plus vivre au-dessus de ses moyens". Et voilà les vieux rêves de la bourgeoisie sur l'unité européenne, la prospérité infinie et la croissance dans l'harmonie, réduits à néant par les lois implacables du capital. Au lieu de la collaboration économique fraternelle que devait être le Marché commun, ce que l'on voit, c'est l'exacerbation des antagonismes entre chaque pays, chaque mesure protectionniste allant forcément à l'encontre des intérêts des pays voisins - le freinage des importations dans un pays impliquant obligatoirement le freinage des exportations d'un autre pays... et la crise ne pouvant donc que continuer à s'aggraver.

La bourgeoisie n'essaie même plus de le cacher : la seule marge de manoeuvre qu'il lui reste pour pouvoir accroître sa compétitivité est d'accroître la productivité du travail : diminuer le niveau de vie des travailleurs et exploiter au maximum la force de travail. D'où les "Je vais vous demander de faire un effort (Giscard), "Il faut travailler dur et punir ceux qui ne le font pas" (Soares au Portugal), "on aura besoin de sacrifices de la part de tous" (Andreotti avec le soutien du PC en Italie). Quant à l'Espagne et la Grande-Bretagne, la baisse du niveau de vie y bat des records.

Très significatif quant aux perspectives futures de l'Europe est le fait que les pays où les mesures d'austérité les plus fortes ont pu être prises sont les pays où la "gauche" est, soit au pouvoir (Portugal, G. B.), soit, très près du pouvoir (Italie). Là où la gauche jouit d'une forte influence sur les ouvriers, elle peut se permettre, mieux que la droite, de faire passer l'austérité, au nom de l'"intérêt ouvrier et national" (sic). Tout autre est la position de la gauche dans les pays, comme en France, où elle est encore dans l'opposition : là, elle n'a la nécessité de l'austérité et en rejette la faute sur la "mauvaise gestion" du gouvernement en place, promettant, avec sa cynique démagogie habituelle, la fin de l'austérité sous son règne (voir notre article sur la France dans ce numéro). Quant à l'Espagne, si les mesures d'austérité qui y ont été prises sont plus timides que dans les autres pays, ce n'est pas que la crise y soit moins grave mais que l'énorme combativité des ouvriers - que la gauche n'a pas encore réussi à démobiliser - lie les mains du gouvernement.

De même que l'Angleterre, disait Marx, montrait la voie aux autres pays dans le cours ascendant du capitalisme, elle le montre aujourd'hui dans son cours descendant. Et ces mêmes lois inévitables du capitalisme qui imposent aujourd'hui l'austérité et la détérioration des conditions de vie, imposeront aussi les conditions de leur destruction.

FRANCE

LA GAUCHE : COMMENT GAGNER LA CONFIANCE DU CAPITAL...

Comme chaque année, traditionnellement, la gauche a appelé les travailleurs à une manifestation traditionnelle pour la journée d'action du 7 octobre, non moins traditionnelle. Si les formes en ont été les mêmes, si le parcours n'a varié que de quelques centaines de mètres, cette journée a pris une importance particulière par le nombre exceptionnel de manifestants et par le contexte politique et social qui l'a entourée : le contexte de crise politique et de campagne électorale en même temps que la perspective d'une politique d'austérité de plus en plus nécessaire pour le capital. La gauche a d'autant plus pris le "plan Barre" pour un épouvantail qu'elle a compris la force qui pourrait naître de ce mécontentement et le danger d'un surgissement prolétarien au moment où elle frôle de près le pouvoir.

Pour exercer une politique économique, de l'avis même de l'un de ses représentants, il lui faut avoir "la confiance du travail et la confiance de l'argent". Les gouvernements qui ont la confiance de l'argent ont montré les limites de leur action... Quant à nous (la gauche) nous partions de la confiance du travail et nous essaierons de gagner celle de l'argent." (Rocard, au forum de L'Expansion).

Avoir "la confiance du travail" et avoir "la confiance de l'argent" sont bien, en effet, les préoccupations de tout gouvernement qui doit affronter

une période de crise aiguë : cette nécessité, formulée en termes gouvernementaux et responsables par Rocard, aurait aussi bien pu l'être, mais peut-être en termes plus "virulents" par Marchais, ou encore par n'importe quel parti aspirant au pouvoir.

Parti de gouvernement, la gauche PC-PS s'est donnée pour tâche de ménager, pendant la longue trêve électorale 76-78, la confiance du travail et la confiance du capital, c'est-à-dire de réconcilier autour d'elle deux classes irréconciliables : le prolétariat et la bourgeoisie. Gagner la confiance du travail, c'est être capable, au nom de l'intérêt du prolétariat lui-même, de l'amener vers des voies qui sont celles de la bourgeoisie. Gagner la confiance du capital, c'est se faire reconnaître par la bourgeoisie comme seul parti capable de maîtriser les htes ouvrières, et, ensuite, de pouvoir restaurer l'économie nationale.

Si la gauche a, comme n'importe quelle fraction de la bourgeoisie, une fonction de gestion de l'austérité, elle est la seule fraction qui puisse présenter cette nécessité du capital comme partie intégrante du programme du prolétariat. Comme le disait déjà Marx dans le Manifeste Communiste : "Le socialisme de la bourgeoisie consiste à dire que les bourgeois sont des bourgeois... dans l'intérêt de la classe ouvrière".

(suite page 2)

SUEDE - ALLEMAGNE

LES "RATÉS" DE LA DÉMOCRATIE

Depuis le début de l'année se sont succédées à travers le monde, à un rythme de plus en plus rapide, des élections. Des plus importantes (Italie, RFA, Suède) aux plus négligeables (municipales en Belgique), toutes ont polarisé à un degré égal la vie politique bourgeoise. A un niveau plus élevé, les différentes bourgeoisies suivent avec une attention soutenue la préparation des élections américaines, en attendant d'examiner le résultat du prochain scrutin au Japon et, d'ici quelques mois en France.

L'importante participation qui s'est manifestée lors de ces dernières élections montre que le poids des mystifications parlementaires ou électoralistes, loin de diminuer, s'est fait plus lourd sur la masse des ouvriers, dans une période d'acalmie relative de la lutte de classe.

Mais, surtout, toutes les élections ont montré à des titres divers, de plus en plus, leur inadéquation en période de crise, quand l'intérêt général du capital se heurte aux intérêts particuliers de ses couches les plus rétrogrades, à servir de mécanisme approprié à opérer les changements nécessaires dans la sphère politique du système. Ce qui était vrai en Italie l'est encore plus aujourd'hui où la social-démocratie a été en Suède éliminée du pouvoir ou à deux doigts de le perdre en RFA. Alors que pour la bourgeoisie s'impose de plus en plus la venue de la gauche au pouvoir, ou tout simplement son maintien, ses plans peuvent se trouver inopportunistement contrecarrés par quelque déplacement de voix causé par la résistance des couches moyennes.

Hier facteur de stabilité de la vie politique bourgeoise car fondée sur la stabilité de son économie, en période de crise mortelle du capitalisme, le mécanisme "démocratique" des élections dans les pays où domine encore le jeu du système et des partis parlementaires tend aujourd'hui de plus en plus à aggraver l'instabilité politique. De fait, alors que, plus que par le passé, se renforce l'exécutif au détriment du législatif, les élections ne sont plus appelées dans l'avenir qu'à remplir leur seule fonction mystificatrice, quand ce n'est pas dans les pays les plus faibles, celle -totalitaire- d'encadrement ou de militarisation de l'ensemble de la société.

Mais, à l'heure actuelle, dans les pays de "vieille démocratie", l'inertie d'un appareil politique né dans la phase de développement du capital il y a plus d'un siècle, ne peut que renforcer la crise politique de la bourgeoisie chaque jour plus intense, quand la fragilité du système devient de plus en plus éclatante.

(suite page 3)

CHINE

LES CONVULSIONS DE LA BOURGEOISIE

Après les campagnes dont la fraction dite "modérée", dite "révisionniste", dite "capitaliste", après la mort du "grand timonier" de l'Etat capitaliste chinois, on parle de coup d'Etat avorté, d'arrestations de la tendance dite "radicale", dite "scissionniste", dite "capitaliste". Les violents affrontements qui se déroulent au sein de la bourgeoisie chinoise ne sont en rien imputables aux "mystères de l'Orient". Ils sont la marque d'une instabilité politique de la bourgeoisie qui se manifeste aujourd'hui dans tous les pays du monde avec plus ou moins de brutalité selon le niveau de développement de ces pays, et plus ou moins d'intensité suivant le degré auquel la crise économique les frappe aujourd'hui.

la violence des luttes de cliques dans un pays sous-développé

La bourgeoisie est par nature une classe divisée, concurrente, au sein de laquelle chaque individu, chaque fraction, chaque nation a des intérêts particuliers en permanent conflit avec ceux du voisin. La loi du plus fort a toujours été de règle. Mais avec la décadence historique des fondements mêmes du système, la part du gâteau à se partager est plus difficile à obtenir et de ce fait, toute coexistence "harmonieuse" entre propriétaires et gérants du capital est devenue de plus en plus difficile. Seules, les bourgeoisies des pays à capitalisme ancien, solidement structurées, parviennent en temps normal à éviter des entre-déchirements violents, la structure étatique régulant et atténuant les conflits au niveau national.

Par contre, dans les pays instables économiquement, les pays sous-développés, l'instabilité politique se manifeste le plus souvent de façon sanglante (voir la kyrielle de coups d'Etat qui ont secoué l'Amérique latine, l'Afrique ou l'Asie) ; la Chine n'échappe pas à la règle. Son économie faible ne peut lui servir d'ossature suffisamment solide pour maintenir la cohésion du capital national. Les difficultés à centraliser cet immense pays agricole qui ne peut jamais se structurer à travers les fibres d'une véritable économie industrielle se manifestent encore par une certaine autonomie régionale. La cohésion nationale d'une économie instable n'a pu être maintenue que par la force, par un appareil étatique titanesque qui s'appuie sur l'armée, seul corps réellement structuré, et au prix de fréquentes purges dans le panier à crabes de l'Etat. Les épurations violentes de ces derniers jours ne sont pas les premières, ni les dernières dont la Chine peut être le théâtre. Elles sont l'aboutissement d'une exacerbation de conflits au sein de l'appareil étatique, que la mort de Mao a précipités. Mao représentait en effet une image d'unité de la bourgeoisie chinoise. Cette image disparue, il fallait faire face à une situation d'instabilité qui n'avait fait que s'accroître et se répétait au sein de l'appareil étatique par une persistance de conflits entre fractions. La disparition du facteur de stabilité relative que pouvait représenter Mao a fait éclater au grand jour les antagonismes qui, entre-déchiraient l'appareil d'Etat, et, comme dans tous les pays sous-développés, deux caractéristiques

(suite page 6)

LA GAUCHE: COMMENT GAGNER LA CONFIANCE DU CAPITAL

(suite de la page 1)

Comme n'importe quelle fraction de la bourgeoisie, la gauche a beaucoup appris de ses expériences passées. Elle a gardé les mêmes méthodes dans son art de neutraliser les luttes ouvrières, mais les a affinées par une meilleure adaptation à la situation de la classe ouvrière. Aussi faudra-t-il à la classe ouvrière, le moment venu, toute la force de sa conscience et de son organisation autonome, pour réduire à néant toutes les tentatives de cette fraction de la bourgeoisie. Ainsi, pour éviter d'être débordée, comme elle l'a été en 68 et dans bien d'autres occasions, la gauche tente d'abord de "promener" la classe ouvrière dans des journées d'action interminables, avant même que la classe ouvrière manifeste la volonté de se battre.

la journée d'action

La technique des journées d'action est maintenant, pour la gauche et les syndicats, une technique qui a fait ses preuves mais qui, malgré tout, ne les garantit pas d'un éventuel surgissement prolétarien à long terme. Elle est basée sur le fait qu'existent des raisons objectives qui pourraient provoquer dans un temps incertain, des réactions violentes de la part de la classe ouvrière. Devant cette évidence, et devant la nécessité pour la gauche de maintenir le calme social à tout prix avant les élections, celle-ci préfère donner aux quelques velléités de lutte qui pourraient se manifester dans la classe ouvrière un exutoire : les journées d'action. Toute la difficulté pour elle réside alors dans le dosage de la quantité de heures de grève nécessaires : il faut qu'elle soit suffisante pour que le potentiel de combativité puisse se déverser "à vide" dans la rue, mais qu'elle soit assez limitée pour que les travailleurs ne prennent pas trop au sérieux les déclarations enflammées des syndicats. Ainsi, alors que le secteur public, connu pour son calme, est appelé, le 7 octobre, à 24 heures de grève, les ouvriers de Renault-Billancourt, plus combattifs, ne sont appelés qu'à 3 heures de débrayage.

Le but de cette journée d'action est clair : il s'agit de calmer la classe ouvrière, non de l'encourager à des actes "inconsidérés". Dans un second temps, la gauche profite de cette occasion pour disperser un peu plus la classe ouvrière, secteur par secteur, catégorie par catégorie, etc. Ainsi, le 7 octobre, les métallos étaient appelés à manifester en tant que métallos, les étudiants en tant qu'étudiants, les retraités en tant que retraités, les invalides en tant qu'invalides (!)... Chacun avait sa raison de participer au 7 octobre, et ce rassemblement d'autant de raisons particulières formait malgré tout un défilé de près de 6 h. Quand la crise touche à toutes les couches de la société, on comprend que ces "bonnes raisons" soient faciles à trouver...

S'il restait encore à la classe ouvrière quelque doute quant aux mots d'ordre syndicaux, et pour pallier à un éventuelle erreur de dosage de la gauche, les gauchistes seraient là pour la ramener une fois de plus derrière la gauche et les syndicats. Et les ouvriers qui ne voudraient plus défilier derrière les mots d'ordre "modérés" de la gauche et des syndicats, défileraient quand même, mais derrière des mots d'ordre plus "radicaux" ; il suffit de savoir l'impatience de la LCR, par exemple, à voir un gouvernement de gauche au pouvoir, et de confronter cette même impatience à ses mots d'ordre immédiats pour s'en convaincre : dissolution de l'Assemblée Nationale, "désobéissance civile" par autoréduction de la vignette automobile éditée et contrôlée par les syndicats, contrôle "ouvrier" sur la production capitaliste... De toute façon, quels que soient les mots d'ordre suivis, les ouvriers ont participé à la journée d'action, le résultat est alors le même. Autant d'énergie pour contrôler, ou tenter de contrôler, tous les remous de la classe ouvrière, et pour éviter, surtout, d'être amenés à rattraper un mouvement en marche.

neutraliser la classe ouvrière

En 68, la gauche et les syndicats ont dû user de toute leur habileté pour rattraper un mouvement parti beaucoup trop spontanément à leur gré. Ils ont dû jouer à fond sur les faiblesses de ce mouvement et sur le manque de conscience de la classe ouvrière, en particulier sur l'isolement des luttes. Contraints de lancer la journée d'action du 13 mai, ils se sont trouvés, dès le lendemain, confrontés à une situation telle qu'ils ont dû donner des ordres de grève pour ne pas être devancés par les ouvriers eux-mêmes, ou cautionner après coup des actions déjà accomplies. Profitant de la faiblesse du mouvement, ils ont pu séparer par secteur les travailleurs en grève, appliquant, ici et là, une politique pragmatique, au jour le jour. A Renault Billancourt, les syndicats ont pu reprendre la situation en main seulement après avoir cautionné l'occupation de l'usine faite sans mot d'ordre syndical. A la RATP, ils ont pu faire reprendre le travail en utilisant la technique des fausses nouvelles, en disant que le travail avait repris dans d'autres dépôts. Dans les secteurs les moins combattifs où la grève s'était déclenchée passivement après et par l'intervention des syndicats, il leur a suffi de laisser la grève s'effiloche, en s'abstenant tout simplement de donner des consignes syndicales. Commencée passivement, la grève finissait alors tout aussi passivement.

Autant de méthodes qui, avec la perspective des élections, ont contribué à tuer un mouvement déjà faible, renaissant après 50 ans de contre-révolution. La CGT n'a même pas eu la pudeur de ne pas manifester son triomphe. Ainsi, Séguy a-t-il pu dire : "L'opinion publique, bouleversée par les troubles et les violences, désorientée par les positions équivoques et le laisser-aller de l'Etat, a vu en la CGT la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre". On ne pourrait pas être plus clair...

Déjà, en 36, la gauche et les syndicats avaient su faire reprendre le travail, même si, à ce moment-là, la perspective générale de la marche vers la guerre mondiale rendait plus facile leur action contre la classe ouvrière. Au procès de Riom, Léon Blum témoigne lui-même des reproches de la CGT au patronat de l'époque : "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrions ; mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres". L'appel de Thorez, le 11 juin 1936, a mis fin à l'étalement, au nom du réalisme et des risques de "s'aliéner quelques sympathies des couches de la bourgeoisie et des paysans de France" : "alors, il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées..."

Ainsi, en 68 comme en 36, la gauche a joué son rôle de briseuse de grève. Même si les perspectives générales des deux périodes font qu'elles sont difficilement comparables quant à la classe ouvrière, les méthodes de la gauche ont été à peu près les mêmes, à des degrés différents. Dans les deux cas, il y a eu des "accords" : les accords de Grenelle, comme les accords de Matignon, n'ont pas suffi, dans l'immédiat, à calmer les luttes ouvrières. Dans les deux cas, ce qui a permis à la gauche de briser définitivement le mouvement, ce sont les élections prochaines. En 76, s'il y a une perspective électorale pour la gauche, il lui faudra éviter aussi bien les luttes qui pourraient les compromettre que les accords qui pourraient apparaître nettement comme

n'apportant rien aux conditions de vie des travailleurs. En effet, plus la crise se développe, plus la bourgeoisie doit réduire ses conditions de vie et, encore plus, celles de la classe ouvrière. De plus en plus, elle ne pourra rien accorder à la classe ouvrière, et de manière de plus en plus apparente : toute augmentation de salaire est depuis longtemps complètement annulée par les effets de l'inflation... Alors, les accords de ce type apparaîtraient d'emblée pour ce qu'ils sont, et qu'un dirigeant du patronat français appelait lui-même : "une grande foire".

la relance par la consommation

"Réaliste" lorsqu'il s'agit de réprimer les grèves, la gauche devient brusquement utopiste lorsque, en tant que parti candidat aux élections, elle doit avancer des promesses qu'elle sait ne pas pouvoir tenir, mais qu'elle utilise comme démagogie électorale : sa théorie de "la relance de la consommation".

Partant d'une constatation superficielle : c'est dans les pays où les salaires sont les plus élevés (aux USA, par exemple) que la crise est la plus faible, elle arrive à l'explication générale : c'est parce que les salaires sont plus élevés que la crise est la plus faible. Donc, la relance de la consommation est le moyen de résoudre la crise! C.Q.F.D.

Ce raisonnement est une aberration pure, et il fallait vraiment tout le mépris de la gauche pour ses électeurs potentiels dans la classe ouvrière pour y avoir recours. Du point de vue du marxisme, dont se réclame encore la gauche, c'est, une fois de plus, et de manière grotesque, vouloir concilier les intérêts de la bourgeoisie avec les intérêts de la classe ouvrière : le capital ira beaucoup mieux s'il accorde des salaires élevés à la classe ouvrière; la satisfaction des revendications ouvrières va dans le même sens que l'intérêt du capitalisme.

D'autre part, dans son action elle-même, la gauche contredit cette affirmation : en neutralisant les luttes, elle empêche, en admettant que la bourgeoisie puisse encore accorder la moindre augmentation de salaire, les conditions mêmes pour que cette "relance" soit possible. En effet, ainsi, elle ne fait que réduire le salaire des ouvriers et donc réduire cette même consommation populaire. Sa "théorie" apparaît alors comme simple entreprise démagogique, dans une période où les nécessités de la crise obligent les gouvernements au pouvoir à resserrer de plus en plus l'état de l'austérité. Ce que la gauche fera quand elle sera au pouvoir ne dépend pas, de toutes façons, de sa volonté mais uniquement des nécessités du capital ; ce qu'elle fera, c'est ce qu'elle a déjà fait, notamment après la seconde guerre mondiale, c'est faire accepter à la classe ouvrière l'austérité.

oOo

En fait, la gauche et les syndicats n'ont qu'un but : avoir la confiance du capital. Lorsqu'elle parle de gagner la confiance du travail, c'est dans le sens où elle pourra, par cette confiance, gagner celle du capital. C'est ainsi que dans le passé, la gauche est toujours venue faire accepter à la classe ouvrière les effets de la crise ; actuellement, et à court terme, c'est aussi son objectif : elle seule a les moyens de gagner suffisamment la confiance du travail pour mieux réprimer les grèves, et, de ce fait, faire appliquer un plan d'austérité autrement plus sérieux que le fameux "plan Barre". Ce qui lui restera à faire, dans un deuxième temps, c'est gagner la confiance de la bourgeoisie, en tant que fraction capable de gérer au mieux les intérêts de cette bourgeoisie.

N.M.

(à suivre)



VIE DE L'ORGANISATION INFORMATIONS

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermon-Ferrand, Dijon, Marseille, Nantes, Rouen, Toulouse.

La prochaine réunion ouverte de la section de PARIS aura lieu le samedi 6 novembre sur le thème : LA SITUATION EN FRANCE, à 17 h au 27, av. de Choisy (salle verte, premier étage), Paris 13e. Des PERMANENCES ont lieu tous les samedis à 17 h, au même endroit.

La prochaine réunion ouverte de la section de TOULOUSE aura lieu le Vendredi 26 novembre à 21 h, sur le thème "LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES" Cité Universitaire de l' Arsenal

La prochaine réunion de NANTES se tiendra le 20 novembre à 17 h, au 3, rue Amiral Duchaffault Salle 89

sur le thème : La crise, le gauchisme et les tâches des révolutionnaires.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du journal et 4 numéros de la "Revue Internationale" :
France 40 F
Etranger 60 F
Hors d'Europe par avion 80 F

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements
1 an (12 numéros)..... 20 F
6 mois (6 numéros)..... 10 F

publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.(USA)

P.O. Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME (Belgique)
B.P. 2
Etterbeck 4
1040 Bruxelles

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggio
Casella Postale 85/6
35100 PADOVA

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
B.M. Box 869
LONDON WC IV 6XX

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

LES "RATÉS" DE LA DÉMOCRATIE

SUEDE

le modèle suédois de la crise

Il aura fallu un léger déplacement électoral de 0,7 % pour que soit mis fin à plus de 40 ans de gouvernement social-démocrate dans un pays que jusqu'ici la bourgeoisie de tous les pays se plaisait à célébrer comme le modèle de la stabilité politique, le modèle qu'elle rêvait d'imiter.

Comment s'explique cette "miraculeuse" stabilité ? En fait, il n'y a pas de "miracle" et ce sont moins les mesures économiques prises par la social-démocratie qu'une conjoncture internationale particulièrement favorable à la Suède dans les années 40 qui donnent la clé du "mystère". Comme l'ont toujours affirmé fortement les marxistes, c'est en dernière instance la force de l'économie qui sous-tend la stabilité politique du système politique du capital.

de la crise à la crise

C'est la grande crise et la fin de la paix sociale marquée par les grèves ouvrières qui culminèrent dans les affrontements entre l'armée et les mineurs d'Adalen (1931) qui précipitèrent la venue au pouvoir de la social-démocratie seule apte à désamorcer le mouvement croissant de mécontentement des ouvriers.

Seul pays avec la Suisse à être resté neutre pendant la seconde guerre mondiale, la Suède devait connaître son heure de prospérité en commerçant avec tous les belligérants, développant son capital au point d'apparaître en position de force au cours de la période de reconstruction qui suivit la fin de la guerre. C'est de cet essor économique que la social-démocratie devait tirer sa stabilité au niveau gouvernemental tandis qu'elle perfectionnait son encadrement de la classe ouvrière ; quasi-obligation pour les ouvriers d'être syndiqués pour trouver du travail et toucher les indemnités de chômage, etc.

Toute cette période de prospérité économique pendant la reconstruction, la social-démocratie allait la mettre à profit pour prendre toutes sortes de mesures de type capitaliste d'Etat. Non que la social-démocratie ait utilisé les nationalisations ; surtout par l'instauration d'un système fiscal particulièrement mis au point ; en effet, de l'impôt, l'Etat tire aujourd'hui environ 88 % de ses ressources : 40 % des salaires et 40 % des bénéfices des sociétés transformés en impôts assurent presque 50 % du P.N.B. de la Suède. C'est ce système qui a permis à l'Etat de contrôler très tôt l'économie par tout un jeu d'encouragement aux investissements, et fait baver d'admiration la gauche en Europe sur les "réformes sociales" (sic) permettant le maintien de la paix sociale.

Bien qu'ayant le deuxième P.N.B. du monde par habitant (après la Suisse), la Suède allait rapidement subir, et avant les autres pays européens, les affres de la crise générale du capitalisme : de 68 à 73, la Suède devient avec la Grande-Bretagne une lanterne rouge des pays de l'OCDE (+3,2 de croissance annuelle du PNB contre 6 % pour la France). Touchée par la crise, la classe ouvrière suédoise entreprend l'une des plus grandes grèves de son histoire, à Kiruna, qui reflète localement le ressurgissement mondial de la classe sur la scène de l'histoire.

Pour faire face à la crise, le gouvernement Palme, faute de pouvoir attaquer de front le prolétariat, devait en premier lieu faire retomber le poids de la crise sur les couches moyennes (instauration d'une TVA de 15 %) et faire pression sur la bourgeoisie pour maintenir au plus bas le taux de chômage (en 75, il représentait 0,4 %). C'est la "relance" par le déficit extérieur et l'inflation (aujourd'hui 10 % annuel) qui devait assurer le maintien de la production en 74-75, alors qu'elle devenait négative dans les autres pays d'Europe. Or, en 76 la Suède n'a même pas bénéficié de la "reprise", son PNB avoisinant 0 %. Volvo, le "phare" de son économie, connaissait les plus grandes peines à exporter et devait revoir sa politique d'investissements aux Etats-Unis, tandis que sa production connaissait un flé-

chissement marqué, pour la première fois de son histoire.

la signification des élections

Les dernières élections ont marqué une nette poussée à droite, ce qui a permis aux gauchistes - toujours prêts sur le front du capital, à apporter leur soutien "critique" à ses fractions de gauche - d'affirmer sans rire, comme Inprécoc, qu'il s'agissait d'un "recul du mouvement ouvrier" (sic).

Si, électoralement, la Suède maintient son contrôle des ouvriers, la poussée vers la droite au cours des élections dont témoigne le gain de voix des partis conservateur et du centre (celui de Fällin, l'actuel premier ministre) ne peut s'expliquer que de la façon suivante :

- le mécontentement grandissant des agriculteurs, des commerçants ou cadres subissant le poids grandissant des charges fiscales (cf. par exemple tout le bruit fait autour du cinéaste Bergmann, obligé de s'expatrier en raison des recherches tatillonnes du fisc).

- le mécontentement de la bourgeoisie qui voudrait que le gouvernement fasse porter plus brutalement les sacrifices exigés par la crise sur les ouvriers suédois dont le salaire réel est encore

"Les partis sociaux-démocrates soutiennent que l'époque de la démocratie n'est pas encore close et que le prolétariat pourra encore utiliser à des fins de classe les formes politiques de cette démocratie..."

De là tous les projets d'institutions nouvelles sur la base de la République, d'élargissement du droit de vote, de suppression du Sénat, d'extension des fonctions et des droits des Parlements et ainsi de suite...

Des gouvernements de ce type ne constituent nullement une transition vers la conquête du pouvoir par les masses prolétariennes, mais sont au contraire le dernier rempart, et le plus efficace, de la domination bourgeoise contre la menace révolutionnaire. Leur contenu théoriquement démocratique fait place à la dictature et à la terreur dirigées contre le prolétariat et le communisme, confirmant notre doctrine que la démocratie est historiquement morte."

(La fonction de la social-démocratie en Italie - "Il Comunista" - 6 février 1921)

l'un des plus élevés du monde, alors que la productivité du travail a notablement décliné, au point qu'aujourd'hui, les frais de production dans l'automobile sont une fois et demi plus élevés qu'en Allemagne. C'est ce mécontentement croissant de la politique actuelle que reflétait le quotidien "Svenska Dagebladet" pendant les élections, en déclarant que "si nous ne pouvons arrêter l'inflation, nous devons nous débarrasser de la démocratie".

Venue au pouvoir avec la crise, la social-démocratie le quitte donc avec la crise. Est-ce à dire que la Suède va faire exception dans la tendance générale en Europe et dans le monde à la venue au pouvoir de la gauche, seule en mesure de mettre en place des mesures de capitalisme d'Etat soutenant l'économie défaillante ? Il est significatif, en tout cas, que Fällin se soit empressé d'affirmer, alors qu'il avait fait campagne sur ce thème, qu'il ne saurait être question de diminutions d'impôts pour les entreprises. Le fait que Palme ait aussitôt formé son contre-gouvernement et que le parti libéral qui s'était allié aux deux partis, conservateur et centriste, commence déjà à faire des appels du pied au parti social-démocrate est tout aussi significatif. En effet, les partis actuels au gouvernement sont trop liés aux couches archaïques de la bourgeoisie (classes moyennes) pour ne pas remettre en cause certaines mesures capitalistes d'Etat adoptées par le gouvernement précédent. Mais surtout, le parti social-démocrate présente pour le capital l'avantage inestimable (même si ses fractions industrielles semblent rechigner) d'être le seul parti qui puisse imposer des "sacrifices" aux ouvriers et maintenir mieux que tout autre la "paix sociale". Or, le fait que la droite vienne au pouvoir alors que la crise s'étend sur la Suède et que le mécontentement ouvrier se fait chaque jour plus grand avec l'essor de l'inflation risque de priver le capital des amortisseurs sociaux dont il disposait avec le gouvernement Palme et cela d'autant plus que le gouvernement actuel est né d'une vague "poujadiste" et n'a encore jamais eu d'expérience gouvernementale,

ALLEMAGNE

Les contradictions du capital

Même si l'Allemagne maintient sa position de force sur le marché mondial, la fin de la soi-disant reprise au niveau international et, par conséquent, la menace de récession commencent à se dessiner.

La "reprise" des six premiers mois de 76 laissait penser à la bourgeoisie allemande que la crise serait enfin surmontée : la solidité de la monnaie et du marché allemands dans le circuit commercial lui ont permis, en fait, de profiter d'autant mieux de cette accalmie : 14 % des exportations, 14 % des importations.

Cette position maîtresse sur le plan économique est toute relative ; au niveau de l'Allemagne elle-même, la situation s'aggrave continuellement depuis dix ans (difficultés à investir, chômage continu d'un million de travailleurs...). Sur le plan mondial, c'est la vigilance et l'aide toujours plus importante de l'Etat (l'aide de l'Etat aux investissements en 1975 n'est pas étrangère à la remontée de début 76) qui permet au capital allemand de conserver sa position.

Et, avant tout, si l'Allemagne se maintient, ce ne peut être que grâce à sa capacité d'exporter : les débouchés qu'elle trouve à l'Est, dans le Tiers-Monde, en Scandinavie, lui donnent la

élections soutenir la fraction CDU-CSU, elle est amenée à comprendre - à contre-cœur - que seul s'impose un gouvernement défendant, non pas les intérêts particuliers de capitalistes privés, mais les intérêts généraux du capital, au moment même où le répit offert à la RFA est le prélude d'une nouvelle chute dans la crise. Le programme de la CDU-CSU n'est, en aucun cas, approprié à la situation : de par sa résistance naturelle à prendre les mesures de capitalisme d'Etat nécessaires en période de crise, et de par son incapacité à pouvoir faire illusion sur le prolétariat. Le programme de la CDU prévoit entre autres un raccourcissement du budget accordé à l'Etat, ce qui aurait évidemment pour conséquence un affaiblissement des possibilités d'intervention de l'Etat.

La fraction SPD-FDP par contre, justement parce qu'elle n'a pas autant les mains liées par la bourgeoisie privée et que sa clientèle électorale se situe dans d'autres couches de la société, est capable de prendre les mesures économiques nécessaires, celles de l'austérité pour l'ensemble de la société. De plus, son emprise syndicale à travers le DGB (syndicat unique) et son lointain passé ouvrier lui permettent encore d'encadrer la classe ouvrière, pour lui faire supporter le poids de nouvelles mesures d'austérité.

Mais le SPD est déjà au pouvoir depuis 1969, c'est dire qu'il a subi une certaine usure. Particulièrement dans les classes moyennes, le SPD a tout fait pour apparaître comme le parti au-dessus des classes, des "donneurs de travail" jusqu'aux "preneurs de travail" (sic). Il ne s'est donc même pas donné le luxe de parler un langage "ouvrier", son problème étant de garder le pouvoir par les voix des classes moyennes et non celui de contenir une classe ouvrière dont les luttes sporadiques restent parfaitement encadrées et qui continue à voter en masse pour le SPD. C'est ce que reflétait bien la campagne électorale qui, en amenuisant de façon caricaturale les différences entre les partis, a fait de celle du SPD la campagne la plus à droite qu'il ait menée.

Néanmoins, ce n'est que par le jeu des coalitions parlementaires que le SPD a pu rester au gouvernement : en s'alliant avec le FDP - parti libéral, qui s'allie avec n'importe quel autre parti selon les exigences de la situation - il a pu conserver de justesse la majorité parlementaire.

Dans ces conditions, il aurait en effet été tout à fait inopportun que la CDU vienne au pouvoir. Ainsi, en portant au pouvoir une fraction du capital incapable, par son programme et les intérêts qu'elle défend, de faire face à la situation, les dernières élections en Allemagne constituent un facteur d'instabilité pour le capital en crise. Il est significatif aussi que le parti ayant obtenu le plus de voix (CDU) ne vienne pas au gouvernement. Cela montre bien le rôle des élections : il ne s'agit en aucun cas de choisir quoi que ce soit, car la décision se prend de toute façon à un autre niveau, et elle était déjà pratiquement prise avant les élections ; il s'agit de faire voter, tout simplement, de faire croire au système électoral, de faire croire au parlement.

Cette fonction de mystification, les gauchistes et le PC l'ont bien comprise, qui ont pris part à la mise en scène électorale : pour eux, il s'agissait avant tout de ramener les brebis galeuses "extra-parlementaires" dans le giron parlementaire, mais ils sont passés tout à fait inaperçus. Leur rôle se situe en effet actuellement moins sur le terrain électoral qu'au sein des syndicats ou comités syndicaux en tout genre.

Si la campagne électorale et la participation aux élections ont bien montré à quel point le parlementarisme est encore un moyen efficace de mystification (90 % de votants), elles ont montré aussi que la fonction initiale du parlementarisme a bien disparu pour faire place à un renforcement toujours plus grand de l'exécutif et de l'Etat, et que, en période de crise, les élections peuvent se révéler être un obstacle pour la bourgeoisie elle-même.

possibilité de vendre sa production industrielle ; mais, se basant sur un crédit à court terme, ces marchés ne peuvent, à la longue, que s'effondrer. La faiblesse potentielle de l'Allemagne et sa dépendance relative vis-à-vis des autres pays s'est manifestée dernièrement par la nécessité où elle s'est trouvée, sous la pression des USA et de la CEE, de réévaluer le deutschemark au sein du serpent monétaire, ce qui, à terme, signifie une restriction de ses exportations. Comme le reconnaît lui-même le président du Conseil pour l'industrie et le commerce : "On pourrait peut-être parler d'une meilleure phase dans la récession. Il serait cependant faux de dire que la récession est surmontée".

Face aux difficultés présentes et surtout à venir, seule une aide de plus en plus intensive de l'Etat, seul capable de concilier les intérêts concurrents des capitalistes, peut momentanément permettre à l'Allemagne de conserver son avantage dans la concurrence mondiale.

Si la majorité de la bourgeoisie allemande a semblé pendant les dernières

Même si le parti social-démocrate semble se réjouir de faire une cure d'opposition - après s'être usé pendant 40 ans - et de redorer son blason dans une opposition plus à "gauche", il apparaît que les dernières élections - et de plus en plus les élections en général - contrecarrent cette nécessité profonde du capital en crise de mettre au pouvoir ses équipes de gauche. Pour le capital suédois, il est donc nécessaire qu'à court terme son parti le plus conséquent revienne remplir sa tâche d'encadrement du prolétariat qu'il avait su si parfaitement affiner pendant 40 ans.

Pour le prolétariat suédois, celui de Kiruna, il appartient en premier lieu de se libérer de toutes les mystifications de gauche afin de remplir sa tâche historique - comme fraction du prolétariat mondial - détruire le capital.

CHARDIN

L'AMERIQUE LATINE DANS LE TOURBILLON DE LA DECADENCE

deuxieme partie

violence de la crise

Soumise étroitement au marché mondial, où elle exporte ses matières premières, il était inévitable que l'Amérique latine subisse la crise sous la forme la plus violente de la récession.

Là où les gauchistes voient dans la chute des cours des matières premières la main de "l'impérialisme étranger", il y a en réalité la brutalité des lois économiques de l'échange, de la division internationale du travail auxquelles les pays du continent sud-américain sont étroitement soumis. C'est ainsi qu'en Bolivie, l'étain intervient pour près de la moitié du commerce extérieur global ; en Colombie, le café pour 55 % ; au Chili, le cuivre pour 80 % ; au Venezuela, le pétrole pour 90%. La valeur moyenne des produits d'exportation dépendant étroitement du volume du commerce mondial et, en dernière instance, de la croissance de la production ; on comprend que les cours des produits d'exportation se soient littéralement effondrés en 1975, après le boom de la "reprise" en 73-74. Quant à la "reprise" du premier semestre 76, elle aura été de courte durée ; et, étant donné qu'elle provenait d'un simple mouvement des stocks des pays industrialisés, le cours des produits après une hausse moyenne commence à s'effondrer depuis le deuxième trimestre de cette année (ainsi pour le cuivre chilien).

Le déclin du capitalisme mondial s'est donc fait particulièrement sentir ces derniers mois à sa périphérie. Soumis à une inflation galopante (près de 500 % pour les produits courants en Argentine et au Chili ; 50 % au Pérou, etc.) et confrontés à la saturation du marché mondial, la chute des exportations a pris une allure de catastrophe, tandis que décroissaient les importations en biens d'équipement et en biens de consommation. Qu'on en juge :

En Argentine, le pays le plus industrialisé avec le Mexique et le Brésil, l'accélération de la crise s'est traduite par une chute de 40% en valeur des exportations entre 73 et 75, tandis que le salaire réel des ouvriers diminuait de 20% dans la même période.

Au Chili : le taux d'accroissement annuel de la valeur des exportations est passé de + 63,5 % (74) à - 26,9 % en 75. Pour les importations, il passait en moyenne de + 4,3 % à - 14,7 %.

Au Brésil : si la diversification plus grande de l'économie explique le maintien très relatif des exportations (+ 30,2 % à + 10 %), les importations se sont littéralement effondrées : de + 91 % à - 0,8 % de 74 à 75.

Au Mexique, qui dispose avec le Venezuela du premier rang pour le PNB en Amérique latine, la chute des exportations de ses produits manufacturés et pétroliers a été tout aussi brutale : de + 32,9 % à - 1,4 % ; tandis que décroissaient vertigineusement les importations : de 47,4 % à + 8,1 %.

Quant au Venezuela, si ses importations se sont maintenues (+ 46,2 % à + 40 %) en raison de ses réserves financières, la valeur de ses exportations de pétrole s'est également effondrée : de + 170,2 % à - 26,7 %, entraînant dans cette chute le mythe du "miracle" pétrolier et du "décollage économique". (Chiffres tirés de "Economy Survey of Latin America", 1975).

Le parallélisme de la crise du continent sud-américain avec l'ensemble du monde, et la profondeur qu'elle prend à la périphérie du capitalisme développé suffisent à détruire tout le tissu de mensonges brodé par les tiers-mondistes sur les possibilités d'un "développement national". Il faut dire qu'ils ont beaucoup de mal aujourd'hui avec Cuba, dont les exportations sont toujours assurées à 80 % par la canne à sucre et dont le "lider" Castro a annoncé dernièrement les restrictions de la consommation alimentaire des ouvriers.

accélération de la tendance au capitalisme d'Etat

Dès la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, l'Etat a joué un rôle grandissant dans l'économie au travers de l'armée. C'est surtout la crise de 29 qui, en Amérique latine aussi, va pousser chaque capital national à prendre en main l'économie : des nationalisations du pétrole et des chemins de fer sous Cardenas au Mexique jusqu'au plan quinquennal et

au contrôle du crédit et du commerce extérieur sous Peron, ce sont autant d'étapes dans ce contrôle de plus en plus étroit de l'économie par l'Etat.

La fin de la période de reconstruction va une fois de plus accélérer cette tendance. Cela est particulièrement net à Cuba où l'ensemble de l'économie est prise en charge par l'appareil d'Etat ; de même au Chili où sous Allende, 80 % de l'appareil économique avait été nationalisé. Au Pérou, où ont été successivement étatisés les secteurs minier et pétrolier, le gouvernement des militaires "socialistes" alla même jusqu'à nationaliser les pêcheries et contraignit une partie des paysans à "s'organiser" en coopératives dirigées par les officiers de l'armée.

Malgré tout le vacarme fait par les trotskystes sur les "dénationalisations" récentes au Chili et au Pérou, cette tendance au capitalisme d'Etat s'est avérée irréversible, s'imposant même aux secteurs les plus archaïques de la bourgeoisie, des agrariens aux actionnaires locaux des sociétés privées américaines ou autres. D'ailleurs, loin de signifier une quelconque menace pour les intérêts de l'impérialisme américain, ces nationalisations n'ont fait que solidifier son emprise sur chaque capital local touché par ces mesures. En effet, c'est une centralisation plus poussée au niveau de l'Etat qui garantit le mieux, non pas l'emprise singulière de capitaux privés dispersés, mais celle globale de l'impérialisme. Ce qui est vrai pour les pays de l'Est soumis au capital russe, l'est tout autant pour les pays latino-américains où la majeure partie du capital est nationalisée. L'heure n'est plus où les USA intervenaient militairement pour soutenir les intérêts particuliers d'United Fruit au Guatemala en 54. Ce qui prime aujourd'hui pour le capital dominant en crise, c'est de maintenir son emprise de façon globale par le truchement de l'Etat local. C'est seulement quand ces nationalisations se font dans le sens de l'impérialisme russe que l'impérialisme américain est amené à intervenir de façon plus ou moins directe (Saint-Domingue, Cuba, Chili). L'exemple récent du Pérou est sur ce plan particulièrement éclairant : dans un pays où presque toute l'économie a été nationalisée par vagues successives depuis la venue au pouvoir en 68 de la junte de "gauche", de nuls à cette date, les investissements industriels américains ou japonais ont atteint en 75, 316 M \$.

Quant au sens des "dénationalisations", limitées d'ailleurs à certaines entreprises au Chili ou ayant touché les bateaux de pêche ces dernières semaines au Pérou, il ne peut être trouvé moins dans les pressions du capital américain "menacé" par les nationalisations que dans la nécessité impérieuse pour le capital local d'abandonner le fardeau des secteurs les plus déficitaires ou les plus archaïques.

Quel a donc été l'agent interne de ces mesures de capitalisme d'Etat ?

Ce ne peut être en premier lieu que l'armée, qui dans tous les pays sous-développés, constitue la seule force politique capable d'appliquer de telles mesures, en l'absence d'une bourgeoisie puissante. Même quand l'armée est particulièrement soumise aux pressions de l'oligarchie agraire, elle est contrainte d'appliquer ces mesures. Ainsi au Chili, l'armée de Pinochet contrôle plus de la moitié des investissements et tout le secteur minier et métallurgique. Il en est de même depuis plus de 10 ans au Brésil où les militaires de "droite" se sont assurés presque tout le contrôle de l'industrie. Ainsi, l'armée tend de plus en plus à se substituer à la bourgeoisie défaillante à la tête de l'appareil économique. Cela est particulièrement net au Pérou encore, où toutes les administrations, l'ensemble des usines jusqu'aux coopératives agricoles et autres "communautés de travail" qui font tomber en pâmoison les gauchistes pour leur "autogestion" sont dirigées par une myriade de militaires que viennent grossir les promotions de 100 colonels par an.

Cependant, la nécessité de contrôler de plus en plus un prolétariat qui n'a cessé de développer sa lutte de classe, rend ces nationalisations particulièrement efficaces lorsqu'elles sont menées par les fractions de gauche du capital, mieux aptes à faire accepter les "sacrifices" au nom de la patrie ouvrière et socialiste. Dans les pays les plus faibles, comme ceux d'Amérique du Sud, cela ne peut se réaliser que par une fusion de plus en plus étroite des partis de gauche avec l'armée. Du Mexique de Cardenas à la Bolivie de Torres ou au Guatemala d'Arbenz, les exemples ne manquent pas de cette fusion de l'appareil politique du capital avec son appareil économique et militaire, couverte de tout un langage "ouvrier". Aujourd'hui encore c'est essentiellement en raison des résistances des secteurs les plus rétrogrades du capital américain qui pensent que la venue au pouvoir d'équipes de gauche affaiblit sa domination que cette tendance se trouve contre-carrée. De Cuba, où la rigidité des équipes dirigeantes US a contribué à la pénétration du capital russe jusqu'au Chili et en Argentine où se sont mises en place les fractions de droite de l'armée, cette politique n'a fait que renforcer l'instabilité tant économique que politique au sein du continent sud-américain. De plus en plus d'ailleurs, la décomposition croissante des économies argentine et chilienne semble faire comprendre au capital américain la nécessité d'une réorientation politique : toutes les campagnes faites par le Congrès sur la violation des "droits de l'homme" et le soutien croissant à la gauche chilienne en sont la manifestation la plus claire, que la venue au pouvoir de Carter ne manquera certainement pas de concrétiser. Le soutien non démenti aux régimes "progressistes" du Pérou ou du Venezuela en est déjà la manifestation.

protectionisme et exacerbation des rivalités inter-impérialistes

Aujourd'hui se manifeste avec une clarté aveuglante le caractère contre-révolutionnaire de toutes les mesures de capitalisme d'Etat qui loin de constituer un quelconque progrès sont la plus haute expression de la décadence du capitalisme. Rappelons ce qu'écrivaient déjà il y a près de 40 ans les camarades mexicains du "Grupo de Trabajadores marxistas" dans leur revue "Comunismo" :

"Tandis que les nationalisations dans le passé étaient l'expression de la croissance et de l'expansion du capitalisme, actuellement elles sont au contraire l'expression de la régression et de la décomposition chaque jour plus violente du système capitaliste. Avant de disparaître de la scène historique, le capitalisme détruit une grande part de ce que lui-même a créé : le magnifique appareil de production, le prolétariat moderne et la division internationale du travail, enchaînant chaque fois d'avantage les forces de production dans les limites des Etats nationaux."

Cette analyse se vérifie particulièrement à l'heure actuelle quand se multiplient mesures protectionnistes et conflits inter-impérialistes au sein du continent sud-américain.

Toutes les mesures de capitalisme d'Etat ne peuvent que nécessairement se manifester par le renforcement du protectionnisme et des rivalités inter-impérialistes, celles-là ne pouvant être que l'ultime recours à la désagrégation de l'économie face à l'exacerbation de la concurrence et un développement de plus en plus féroce des guerres commerciales.

Il est vrai que, avec la croissance toute relative du PNB des pays du cône sud suivant l'essor du commerce mondial à chaque étape de la période de reconstruction, la bourgeoisie du continent sud-américain a voulu - comme en Europe - mettre en place des mesures libre-échangistes lui permettant d'accélérer son commerce et de déverser - en dehors des USA et de l'Europe - ses marchandises à l'intérieur même d'un continent où se multipliaient les investissements américains ou européens. C'est ainsi, qu'en 62, était créée une "Association latino-américaine de libre-échange" (ALALE)

en vue de créer un "Marché Commun" incluant Mexique et pays d'Amérique Latine. De même, en 1966 et 68, furent successivement fermés un "groupe sub-régional andin" et une "Association caribbe de libre-échange". Si le commerce entre ces pays devait doubler pendant quelques années, le début de la crise en Europe et aux USA dès la fin des années 60, stoppe le processus et met fin aux rêves d'expansion "libre-échangiste". Alors que la crise se reflète sous la forme de convulsions politiques désormais incessantes, le libre-échange se transforme en guerre commerciale, ou en guerre tout court : c'est ainsi qu'éclata le conflit entre El Salvador et le Honduras, qui se voyait dangereusement concurrencé par son voisin dans les exportations. Tout dernièrement, on a pu voir le Chili rompre pratiquement le "pacte andin" en exigeant qu'une part plus grande de bénéfices faits par ses voisins Pérou et Bolivie soit réinvestie sur place.

Rosa Luxembourgeois soulignait il y a plus d'un demi-siècle que l'impérialisme s'imposait comme mode de survie du capital à toutes les fractions, des plus faibles aux plus développées. Cela est particulièrement clair en Amérique Latine depuis les conflits dans les années 30 entre la Bolivie et le Paraguay jusqu'à aujourd'hui où, entre le Pérou et le Chili, on assiste à une véritable course aux armements (le Pérou vient de commander dernièrement plus de cent avions soviétiques). Là où les gauchistes, toujours prêts à soutenir un camp impérialiste contre un autre, voient la main de l'impérialisme yankee, il y a l'exacerbation des rivalités impérialistes de petites nations pour quelques kilomètres carrés de désert, ou plutôt face à l'avancée du capital concurrent.

De même, les rivalités impérialistes se manifestent de plus en plus fortement au niveau des deux blocs antagonistes. Si le passage de Cuba dans le camp russe a entraîné en retour un renforcement de l'emprise américaine en Amérique Latine, cela n'a pas freiné les tentatives de pénétration russe : depuis le Chili d'Allende où, en 73, l'économie s'orientait de plus en plus vers l'Europe de l'Est, jusqu'à l'Argentine d'Isabela Peron, où la fin de son gouvernement était marquée par la signature d'un nombre important de contrats commerciaux avec l'URSS et la Tchécoslovaquie. Cependant, toutes ces velléités de distanciation d'avec le bloc américain se sont heurtées aux réactions des USA, comme l'a montrée la succession de coups d'Etat militaires. Quant au Pérou, qui jouait au leader "neutraliste" ou "anti-impérialiste" depuis 68, il a dû vite revoir sa politique d'"indépendance nationale" : le prêt américain de 200 millions de dollars des USA au Pérou, en juillet dernier, s'est accompagné de l'élimination des militaires "de gauche", qui voulaient, plus ou moins, se rapprocher du bloc russe.

Ainsi, comme partout dans le monde, on a pu voir depuis deux ans se renforcer les blocs impérialistes de l'Europe de l'Est à l'Amérique du Sud. Si la Russie maintient encore ses positions à Cuba, les appels du Congrès à une "libéralisation" de la politique suivie à l'égard de Castro montrent que les USA sont tout prêts à mettre le prix pour parfaire leur domination dans cette zone. De cette façon, les conflits locaux qui pourraient y éclater ne risqueraient pas de favoriser une avance russe.

Ainsi, on a pu voir par ces exemples, comment le développement de la crise et des mesures de capitalisme d'Etat, loin de contribuer à un effrètement des blocs n'ont fait que renforcer l'emprise du bloc dominant.

Si cette "stabilisation" s'opère dans le domaine de la politique extérieure de chaque Etat du continent, conforté d'ailleurs par les nombreuses aides américaines, de chaque Etat, leur décomposition économique même se traduit par un développement de la lutte de classe et une impuissance croissante de la bourgeoisie sur le plan intérieur. Nous verrons dans un prochain article comment se manifeste la lutte de classe du prolétariat latino-américain et la crise politique de la bourgeoisie.

Les tâches présentes des révolutionnaires (5)

La première partie de cet article traitait de la fonction générale de l'organisation des révolutionnaires et de la façon dont cette fonction est assumée aux différents moments historiques de la lutte de classe. La seconde partie essayait de définir les conditions historiques présentes de la lutte de classe et des difficultés que ces conditions engendrent au sein de l'organisation dans sa compréhension de ses tâches. A partir de l'analyse de ces conditions historiques, la troisième partie a dégagé d'une part le caractère à long terme de l'activité présente des révolutionnaires et, d'autre part, la tâche la plus importante à l'heure actuelle : la constitution à l'échelle internationale d'un pôle de clarté politique permettant le regroupement des différents éléments révolutionnaires que la reprise prolétarienne a fait surgir. La quatrième partie, enfin, a tenté de préciser comment réaliser cet objectif. Elle a fait ressortir le besoin d'un renforcement numérique, organisationnel et politique du courant révolutionnaire qui se dégage à l'heure actuelle.

Nous avons donc établi que la constitution d'un pôle communiste international passait par un regroupement des éléments révolutionnaires existant à l'heure actuelle, par un renforcement de l'organisation et par un approfondissement de la compréhension des problèmes politiques qui lui sont posés. Les moyens permettant de réaliser cette tâche sont directement liés à la fonction générale des révolutionnaires : contribuer au processus de prise de conscience. C'est à la fois dans l'accomplissement de cette tâche et afin de pouvoir l'assumer du mieux possible que se renforce l'organisation. Cette fonction fait donc intervenir au premier plan un problème d'élaboration et de diffusion d'une pensée. C'est donc en fonction des moyens de diffusion de la pensée qu'on peut envisager la question des moyens de l'organisation dans l'accomplissement de ses tâches telles qu'on les a définies.

La pensée dispose de deux moyens de diffusion (qui sont également des moyens participant à son élaboration) : l'écrit et la parole. Nous ne prétendons pas entrer ici dans une étude de ces moyens mais nous essaierons uniquement de rappeler quelques notions permettant de mieux cerner les caractéristiques de leur utilisation par l'organisation et, en premier lieu, de mettre en évidence ce qui les distingue.

Historiquement, l'écriture représente un progrès considérable sur la simple expression orale. Si la parole favorise la communication et le contact entre membres de la société, si elle permet le dialogue et se prête donc à un échange et à une activité immédiate, elle n'en comporte pas moins des limitations très importantes. Par rapport à elle, l'écrit présente deux avantages qui mettent en relief de façon immédiate sa supériorité : la conservation et une capacité à être reproduit et diffusé à une grande échelle. En particulier, la première de ces caractéristiques permet à l'écrit d'être un support beaucoup plus précis et systématique favorisant beaucoup plus la réflexion et l'approfondissement théorique.

Tous ces avantages sont encore accentués quand la pensée véhiculée est une pensée révolutionnaire, c'est-à-dire qui fait appel fondamentalement à la réflexion, à la rigueur, qui fait intervenir la raison avant les éléments subjectifs et les émotions qui, s'ils subsistent nécessairement, n'en sont pas moins encadrés, étayés et soutenus par une argumentation rigoureuse. D'autre part, dans la mesure où l'activité des révolutionnaires s'applique à l'échelle historique et non immédiate, l'écrit constitue un moyen indispensable de transmission à travers le temps des expériences et des acquis théoriques de la classe.

Enfin, l'écrit donne à une pensée une forme plus impersonnelle, ce qui traduit bien le fait que, plus encore que toutes les autres, la pensée révolutionnaire est une création collective et non individuelle.

Ceci dit, il ne s'agit pas de considérer que la parole n'a aucune place à prendre dans l'activité de l'organisation révolutionnaire. Voyons les cas où elle est mise à contribution.

la diffusion orale de la pensée révolutionnaire

Le mode d'utilisation de la parole par les révolutionnaires dépend des circonstances historiques dans lesquelles se situent leurs activités. Dans une période de luttes intenses de la classe par exemple, il est clair que la parole peut avoir un rôle important comme instrument de l'organisation. Cela est lié au fait que, dans une telle situation, la part de l'émotion-

nel (colère contre la classe exploitée par exemple) est beaucoup plus importante que dans une période de calme social. L'intervention orale des révolutionnaires peut être un élément d'agitation, d'impulsion de la lutte, de cristallisation d'un sentiment collectif. De plus, l'impact immédiat de la parole est approprié à l'action immédiate, telle qu'elle se déroule dans une telle période. L'aspect actif de la prise de parole est un catalyseur pour l'action des masses. Enfin, dans la mesure où, dans de telles circonstances, c'est l'ensemble de la classe qui est en action, y compris ses secteurs les moins habitués à l'utilisation du texte écrit, la parole constitue un moyen essentiel dans la prise de conscience et la réflexion de toute la classe.

Mais, dans les circonstances actuelles, telles qu'on les a définies, ce n'est pas sur ce plan qu'on peut envisager, sinon de façon très ponctuelle, l'intervention orale des révolutionnaires. Aujourd'hui, les moyens oraux de diffusion de la pensée communiste s'appliquent essentiellement (à part évidemment les débats au sein de l'organisation) à la discussion avec des éléments qui se rapprochent des positions révolutionnaires, ce qui permet à l'organisation de mieux connaître leurs pensées et préoccupations afin de trouver les arguments les plus aptes à les convaincre de la validité de sa vision. Cette discussion permet en outre d'aguerrir les militants de l'organisation et de les conduire à un approfondissement de leur propre pensée.

Dans la période actuelle, on peut envisager également des interventions dans des réunions publiques et des meetings d'autres groupements politiques dans lesquelles on peut espérer la présence d'éléments intéressés par les positions communistes. Dans de telles prises de parole, l'un des soucis importants est d'apparaître comme organisation et non comme individu. De fait, quand les conditions le permettent, la tenue de réunions ouvertes ou publiques par l'organisation elle-même, permet d'apparaître beaucoup plus de cette façon et doit être envisagée d'une façon régulière afin de souligner le caractère systématique et non velléitaire du travail.

Quand on envisage la tenue de réunions ouvertes régulières, il faut écarter la notion de "campagne" (même "révolutionnaire") autour d'un thème jugé particulièrement mobilisateur ou significatif. Ce type de "campagne" présente la caractéristique négative de polariser l'attention sur un aspect partiel de la situation alors que le rôle des communistes est justement de rendre compte, d'un point de vue révolutionnaire, de l'ensemble des problèmes qui se posent à la classe. De plus, au lieu de permettre aux éléments encore confus sur les questions d'organisation de comprendre la nature des tâches révolutionnaires, ces campagnes et les "comités" qui les organisent perpétuent la confusion sur ce problème, ce qui aboutit invariablement au découragement de ces éléments et même à celui des membres de l'organisation.

Il est un autre point sur lequel il faut également être clair quand on évoque les interventions orales : c'est celui du caractère prétendument privilégié de la "présence physique" (1). La présence des révolutionnaires dans les luttes de la classe n'est pas une question "physique" mais politique.

C'est par ses positions politiques que l'organisation communiste appartient à la classe et non par la présence de certains de ses membres dans les entreprises. A l'heure actuelle faire dépendre l'évolution de la prise de conscience

(1) cf. "Jeune Taube" N° 7 page 22

de la classe d'une telle présence, alors que les noyaux communistes se réduisent à quelques dizaines de militants, présents dans encore moins d'entreprises, ne peut conduire qu'au découragement ou relève du simple délire. Quand la classe entre en mouvement, elle n'a pas besoin qu'existe dans chacune des entreprises où elle est exploitée (même si une telle présence peut favoriser localement son évolution) une "présence physique" des révolutionnaires. Elle a besoin par contre de la présence politique d'une organisation communiste donnant une réponse aux problèmes qu'elle est en train de se poser et une orientation à ses luttes.

Ces conceptions, qui tendent à mettre en avant la "présence physique", négligent en fait l'importance fondamentale des publications qui, en toutes circonstances, dans les périodes de luttes aiguës ou actuellement, servent de support indispensable à toute intervention orale. L'image de ces numéros de la "Pravda" rendus complètement illisibles par leur passage de main en main parmi les soldats du front en 1917 est en soi parlante. De même, aujourd'hui, il est clair qu'on ne peut assurer de réunion ouverte ou de discussion avec des sympathisants fructueuses que si elles sont alimentées par la lecture des publications de l'organisation. C'est sur ce point qu'il faut donc se pencher maintenant.

la fonction des publications

Nous avons vu que dans les périodes de lutte intense, le besoin d'une diffusion écrite des positions révolutionnaires ne faiblit pas : en fait, dans une telle période, le surgissement de toute une série de nouveaux problèmes suscite nécessairement un besoin décuplé de réflexion et d'approfondissement politique. Mais, à l'heure actuelle, quand le moment n'est pas encore venu de se livrer à une activité d'agitation, le développement d'une réflexion dans la classe et, plus particulièrement, auprès de ses éléments qui s'approchent d'une vision communiste constitue l'axe essentiel des publications de l'organisation. Celles-ci doivent en particulier comporter des textes de réaffirmation programmatique, d'actualisation de ces positions de base à propos des différents problèmes qui surgissent et, face à ceux-ci, présenter des prises de position ainsi que des éléments permettant leur compréhension. Instruments de compréhension de la réalité sociale, elles doivent comporter des approfondissements théoriques sur les différents problèmes généraux qui se posent à la classe. Instruments de combat de celle-ci, elles doivent également contenir des textes de polémique et de dénonciation contre les positions confuses ou contre-révolutionnaires ainsi que contre les groupes qui les défendent.

Les publications de l'organisation assument une double fonction. Par rapport à l'extérieur de l'organisation, elles doivent répondre aux questions que la situation fait surgir parmi les éléments qui commencent à prendre conscience, elles doivent également soulever d'autres questions afin d'impulser la réflexion. De ce fait, elles constituent en elles-mêmes un support pour l'établissement de cercles de discussion là où l'organisation n'est pas encore implantée et qui peuvent représenter une étape embryonnaire de celle-ci. Par rapport à l'intérieur de l'organisation, les publications sont un élément essentiel de la vie de celle-ci. Elles servent de point de départ ou de contribution aux débats qui surgissent et, en particulier, elles permettent aux organes centraux de faire connaître les orientations générales qu'ils ont mandat de définir pour l'organisation. D'autre part, la défense par les militants du contenu des publications face à l'extérieur constitue un facteur de formation de ceux-ci et de renforcement de la cohésion de l'organisation.

On peut donc voir que les publications constituent un outil essentiel pour l'accomplissement des tâches de renforcement de l'organisation dont on a souligné plus haut l'importance. Cependant, toute forme de publication n'a pas la même valeur dans cette perspective. De même, ces publications ne peuvent réellement jouer leur rôle que si leur diffusion est conçue comme une tâche politique fondamentale et non une simple activité technique.

l'importance des publications régulières et de leur diffusion

Un des moyens essentiels favorisant cette fonction des publications - comme "squelette" de l'organisation - est la régularité. Une parution régulière habitue le lecteur à se tourner, chaque fois qu'il s'interroge sur une question que l'actualité fait surgir, vers la publication dont il connaît la prochaine sortie.

Cette régularité donne confiance en l'organisation qui n'apparaît pas comme un groupement de dilettantes velléitaires comme il en existe tant à l'heure actuelle mais comme un organe solide dont la façon de procéder est en accord avec la fonction qu'il se donne de contribuer à la diffusion d'une pensée rationnelle, systématique et rigoureuse.

De plus, une telle régularité permet à l'organisation d'acquiescer un certain nombre d'habitudes très importantes dans son travail tant de confection, de discussion que de distribution.

Ce dernier aspect est fondamental dans l'activité de l'organisation. En particulier c'est une condition fondamentale du renforcement numérique : un pôle politique de regroupement ne peut jouer son rôle que si les éléments intéressés peuvent prendre connaissance de son existence. De plus, la mise en place d'un réseau de distribution capable de fonctionner régulièrement et couvrant de façon systématique toutes les possibilités de vente des publications (librairies, meetings, manifestations, sympathisants, lieux de production) est un facteur important de renforcement organisationnel. La diffusion de la publication régulière doit donc être considérée comme une des tâches politiques essentielles de l'organisation.

publications régulières et autres

L'organisation des révolutionnaires est internationale, elle se dote par conséquent d'une publication régulière à cette échelle éditée en plusieurs langues. Une telle publication doit traiter des questions fondamentales que l'ensemble de la classe est amenée à aborder. En particulier les textes programmatiques (valables pour tous les pays), les discussions et approfondissements théoriques, les analyses générales sur la situation internationale sont du ressort d'une telle publication. Cependant, le prolétariat affronte la bourgeoisie au niveau où elle s'est constituée, celui des pays : de ce fait, l'organisation a également besoin de publications à cette échelle insistant plus spécifiquement sur les questions politiques propres à ce pays, dénonçant avec un maximum de rigueur et de constance les mystifications particulièrement fortes localement et polémiquant contre les organisations confuses ou contre-révolutionnaires existant à ce niveau. Si l'organisation communiste peut donc faire paraître des publications régulières à deux niveaux : international et national, cela ne signifie pas pour autant qu'elle doit accentuer cette division en se donnant des publications régionales ou même locales comme les anarchistes s'en sont fait une spécialité. Le caractère le plus unifié possible des publications est à la fois un garant de qualité et exprime la nature de l'organisation comme corps unique et non atomisé.

Par ailleurs, afin de publier des recueils d'articles ou des études plus approfondies sur tel ou tel sujet ou point de la plateforme, l'organisation se dote de brochures qui constituent un complément, mais jamais un substitut, aux publications régulières. De même, face à certains événements ou situations particulières qui provoquent dans la classe des préoccupations politiques majeures, l'organisation est amenée à publier des tracts qui permettent de donner un maximum de diffusion à ses prises de position. Cependant, l'organisation ne peut pas baser son intervention sur ce type de publications qui, si elles permettent de toucher des éléments qui autrement n'auraient pas eu d'occasion de prendre connaissance des positions de classe, constitue un cadre très limité de diffusion de ces positions. Elle doit en particulier se garder du danger qui consiste à essayer de substituer à des ventes décevantes la distribution de tracts pour lesquels il

(suite page 6)

LES CONVULSIONS DE LA BOURGEOISIE

(suite de la page 1)

typiques ont présidé au règlement de compte : l'utilisation de la plus sordide violence de palais et l'importance de l'armée qui a fait pencher la balance dans le sens de l'équipe actuelle :

L'équipe de Hua Kuo Feng doit sa victoire de façon immédiate à l'appui qu'elle trouvait au niveau des principaux responsables militaires.

la place de la politique internationale dans l'affrontement

Il était d'autant plus nécessaire de rétablir l'ordre que ces fractions s'affrontaient sur la façon d'orienter la politique économique du pays : vu l'accentuation du déficit de la balance commerciale qui avait suivi l'augmentation des échanges avec le bloc occidental, s'était cristallisée dans la tendance "radicale" toute une politique de tentative de limitation des échanges de retour à une relative "autarcie". Outre qu'une telle politique aurait abouti à étouffer un peu plus l'économie chinoise moribonde, les grandes puissances ne voyaient probablement pas d'un très bon œil une tendance qui s'orientait vers des intérêts contraires aux leurs prendre les rênes du pouvoir. La tendance "modérée", elle, prônait un renforcement des échanges extérieurs, solidement implantée dans l'armée, dont les principaux responsables se sont prononcés pour un accroissement des échanges commerciaux (surtout pour un renforcement du point de vue technique), l'équipe de Hua Kuo Feng envisage comme première mesure une révision du plan quinquennal en faveur de l'augmentation des échanges (Cf. la visite du ministre des Affaires étrangères en France).

Le triomphe d'une des cliques ne signifie pas pour autant l'installation

de la Chine dans une longue période de stabilité. La crise économique suit son cours et l'instabilité politique qui l'accompagne sera soumise à deux facteurs importants.

les rapports internationaux

Il est impossible que de fortes pressions internationales ne s'exercent pas sur la Chine dans un monde où les rapports de force entre blocs concurrents s'exacerbent de plus en plus. Avec l'approfondissement de la crise, les conflits internationaux ont tendance à se rapprocher des zones les plus démunies aux centres les plus industrialisés, à mesure que la nécessité de détruire réellement des forces productives se fait sentir. La Chine est un enjeu d'importance : troisième puissance militaire du monde, elle représente un potentiel énorme, doté d'une masse de population convertible en chair à canon dans les conflits impérialistes. C'est en ce sens qu'on comprend l'émotion des deux grandes puissances mondiales, qui risquent fort de se livrer à une surenchère pour gagner ou conserver la Chine dans leur camp : l'U.R.S.S. a fait ces derniers temps de nombreuses déclarations, plus ou moins explicites : Brejnev a parlé d'un "rapprochement pas à pas" avec la Chine. Certains échos de la presse russe ont annoncé "une décision irréversible" de l'URSS si une entente ne parvenait pas à être établie. Les derniers événements ont été aussi l'occasion de réaffirmer les "conditions" de l'U.R.S.S. à un rapprochement avec la Chine : que celle-ci abandonne ses revendications territoriales en Sibérie.

Parallèlement, les U.S.A. se sont déclarés prêts à soutenir "l'intégrité du territoire chinois" et la vente d'équipements militaires à la Chine

a été envisagée.

Il ne semble pas que la Chine s'apprête à quitter le bloc occidental. Les Etats-Unis feront tout, de leur côté pour maintenir la Chine dans leur zone d'influence. Le renforcement des blocs rivaux est une nécessité vitale.

Il est à prévoir que les tensions internationales se répercuteront sur la stabilité des équipes gouvernementales en Chine avec l'approfondissement de la concurrence entre les deux blocs et pèseront de tout leur poids dans l'évolution ultérieure des événements.

la situation intérieure

"L'indifférence de la population" qui a tant surpris la presse bourgeoise n'est qu'une indifférence par rapport aux affrontements internes de la bourgeoisie dans lesquels les exploités sentent qu'ils n'ont rien à gagner. La classe ouvrière a déjà fait l'expérience de la répression de la tendance "radicale" lors de la révolution culturelle ou des dernières grèves des années 74 - 75 (Shanghai, Hangchow), comme de celle de la tendance "modérée" (à ce propos, le fait que Hua Kuo Feng soit l'ex-chef de la police en dit long sur ce qu'il peut représenter). Mais, en Chine comme ailleurs, la classe ouvrière ne saurait rester longtemps "indifférente" aux assauts de la crise économique qui rongent ce pays déjà faible et les grèves qui ont secoué la Chine ces dernières années ont déjà de quoi inquiéter la classe dominante (1).

Les grandes manifestations de soutien au nouveau régime contre les "radicaux" ne sont en rien la preuve d'une mystification puissante ni d'une "mobilisation" ("dans la liesse" dit l'Humanité) de la classe ouvrière. Ce sont les mêmes gens qui manifestaient il y a deux mois pour

ces mêmes "radicaux". Manifestations soigneusement orchestrées, encadrées, ramassés d'étudiants envoyés par cars, de cadres terrorisés de perdre leur fonction, de délégations soudoyées des usines, ces démonstrations de force peuvent convaincre la bourgeoisie (principalement étrangère) du fait que le nouveau régime est capable de maintenir l'ordre social nécessaire à la bonne marche de l'économie. Mais, après trente ans d'exploitation "socialiste" et sous les coups de plus en plus répétés de la crise, il faudra plus que ces professions de foi pour légitimer aux yeux de la classe révolutionnaire un Etat qu'elle a appris à haïr.

Même si aujourd'hui l'aspect international passe au premier plan, l'accession ou le maintien d'une fraction de la bourgeoisie sera de plus en plus subordonné, à long terme, non seulement aux pressions internationales, mais aussi à sa capacité de tenir en main la classe révolutionnaire. Et l'approfondissement de la crise en fera un facteur d'instabilité supplémentaire.

Il s'est passé dix ans entre la crise de la Révolution culturelle et celle d'aujourd'hui. Mais avec l'accélération de la crise économique mondiale, accompagnée par l'exacerbation des conflits impérialistes et le raidissement des tensions sociales, venant frapper un pays déjà faible structurellement, il est à prévoir que les convulsions politiques de la bourgeoisie chinoise redoubleront en fréquence et en intensité.

D. T.

(1) Voir articles sur la Chine dans les numéros 22 et 24 de R.I.

LES LUTTES DE CLASSE EN U.R.S.S

(suite de la page 8)

Ce sont ces dangers contre lesquels la classe ouvrière en URSS et dans les autres pays de l'Est devra constamment se garder pour se battre sur son terrain de classe, alors que la bourgeoisie, coincée entre la poussée des luttes ouvrières et les nécessaires mesures auxquelles la contraindra la crise ne pourra qu'accroître le caractère répressif de l'Etat, situation qui ne peut que provoquer des affrontements de plus en plus violents et de plus fréquents.

Ceci implique encore davantage qu'ailleurs la généralisation des luttes ouvrières comme nécessité vitale car, alors que, dans les pays occidentaux, à travers la présence d'une série d'amortisseurs sociaux qui ont encore un rôle efficace d'encadrement et de frein des luttes, la bourgeoisie peut se permettre de laisser les grèves pourrir sur place, à l'Est, du fait de l'affrontement immédiat avec l'Etat, tout enfermement dans un cadre local ouvre la voie directe au massacre.

De la même façon, le prolétariat en URSS a subi pendant des décennies le poids écrasant de la contre-révolution mondiale de manière d'autant plus concentrée qu'elle a permis le renforcement du capitalisme d'Etat sous sa forme la plus achevée et d'autant plus pernicieuse qu'elle s'est constamment manifestée au nom "de la révolution d'Octobre et de ses conquêtes socialistes".

Ceci permet de souligner les difficultés, encore plus importantes qu'ailleurs, que la classe ouvrière rencontrera pour assumer la réappropriation nécessaire de son expérience passée et secréter des organisations qui expriment son programme de classe.

Ces problèmes, issus d'une situation spécifique, ne font que traduire les impératifs qui se posent à l'ensemble de la classe à l'échelle mondiale pour se dégager des illusions dans lesquelles tentera de l'enfermer chaque bourgeoisie. Plus que jamais, la percée révolutionnaire demeure fonction de la capacité des prolétaires de tous les pays à prendre conscience de leur existence de classe et de leurs tâches politiques révolutionnaires dans le processus d'unification de leurs luttes à un niveau mondial.

Y. D.

publications du C.C.I. en langue française

ACCION PROLETARIA N° 10

- España : la difícil reforma
- Después de las huelgas en Sanidad
- Telefonica
- Crisis : ninguna salida para el capital
- Polonia : 70 - 76
- Tesis de la C.C.I. sobre Italia

INTERNATIONALISM N° 10 (U.S.A.)

- To workers and revolutionaries in Canada
- The U. S. : Division of Labour - The Union and the State against the working class
- Portugal, Spain, Italy : The political crisis of the bourgeoisie
- Trudeau's new society
- The American bourgeoisie against the crisis

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE N° 6

- Tesi della C.C.I. sulla situazione italiana
- Spagna : la mensogna democratica
- Lotte Operate in Unione Sovietica
- Le lezioni di Kronstadt
- Libano : l'imperialismo gioca le sue carte
- Cina : il capitalismo di Stato, della rivoluzione culturale ad oggi (2)

WORLD REVOLUTION N° 7

- Vitoria : The proletarian alternative
- The Western CPs turn right
- Lebanon : Imperialism testing-ground
- First Congress of World Revolution
- Theses on the class struggle in Britain
- Britain : Crises and class struggle
- Address to revolutionaries in Britain
- The SPGB : Parliamentary Cretins

publications récentes

INTERNATIONALISME :

Publication en langue française (parait aussi en Néerlandais) de la section belge du Courant, INTERNATIONALISME parait actuellement tous les deux mois. Outre les articles analysant plus particulièrement la situation en Belgique, elle contient des articles à caractère plus général et constitue un complément à la publication de la section française.

SOMMAIRE DU DERNIER NUMERO :

- Editorial
- La reprise... de la crise
- Belgique : Les grandes manoeuvres de la bourgeoisie et la lutte de classes
- Espagne : le mensonge démocratique
- L'affrontement impérialiste au Liban
- Thèses sur la lutte de classes en Grande-Bretagne
- L'anarchisme, sirène du capital

REVUE INTERNATIONALE

REVUE INTERNATIONALE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :

- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

SOMMAIRE DU DERNIER NUMERO :

- Bilan : leçons d'Espagne 36
- Espagne : hier et aujourd'hui
- Thèses sur l'organisation
- Contributions à la discussion sur la période de transition
- Premier Congrès de World Revolution

BROCHURES :

- PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (réédition de la plateforme de 1972)
- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

LES TACHES PRESENTES...

(suite de la page 5)

se trouve toujours acquéreur. Le tract, doit être une forme relativement exceptionnelle de publication, constituant un complément aux publications régulières et non un moyen de se laisser aller à un activisme toujours menaçant.

conclusions générales

Dans cet article, nous avons abordé une des questions les plus difficiles à résoudre à l'heure actuelle pour les révolutionnaires de par leur inexpérience et l'aspect inédit des conditions historiques dans lequel se développe le mouvement de la classe. L'article a essayé de donner un certain nombre d'éléments pour la compréhension de ces questions qu'il faudra approfondir au fur-et-à-mesure que les contours de la lutte de classe se préciseront. En tout état de cause, si on peut d'ores et déjà dégager certains enseignements de l'expérience présente des différents groupes révolutionnaires, c'est qu'on ne peut résoudre ces problèmes à coups de formules lapidaires, de déclamations démagogiques contre des groupes de "théoriciens" (cf. plateforme du PIC) et en promouvant des actions d'éclat sans lendemain. Les révolutionnaires doivent en particulier se garder de penser que ce qui est évident pour eux l'est aussi pour l'ensemble de la classe, ce qui peut finalement aboutir à les faire douter de toute possibilité de prise de conscience de celle-ci et à les plonger dans la démoralisation.

Dans la période présente, les révolutionnaires doivent se garder de toute impatience, ils doivent constamment avoir en vue le caractère à long terme de leur activité et garder à l'esprit le fait que sans une organisation révolutionnaire solide, la classe ne pourra pas mener à bien sa tâche historique. Ils doivent mettre au maximum à profit le délai que l'histoire leur laisse avant les affrontements décisifs pour renforcer cette organisation. La période qui suit va connaître les bouleversements les plus importants de l'histoire de l'humanité : toutes les institutions ou organismes existant dans la société vont subir un choc énorme qui risque de venir à bout de l'organisation des révolutionnaires et au cours duquel il est hors de question que celle-ci puisse se constituer. Alors, tout le travail patient de consolidation de l'organisation comptera infiniment plus que quelques tracts distribués ou telle ou telle campagne.

C. G.

LES "MULTINATIONALES"

ET LA TENDANCE AU CAPITALISME D'ETAT (2)

Dans un précédent article, nous avons vu comment la tendance au capitalisme monopolistique était la tendance dominante durant la période ascendante - le développement des trusts et des cartels en est la meilleure expression. Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, les beaux jours des monopoles qui ont la terre pour champ d'action, prennent fin. De plus en plus, ils vont subir l'intervention de plus en plus forte de l'Etat, le libéralisme économique fait place au dirigisme étatique.

Aujourd'hui, avec le retour de la crise, la tendance au capitalisme d'Etat s'accroît. Symbole de la prospérité économique de l'après-guerre, les "multinationales", grâce à leur puissance économique, sont plus à même de résister aux coups de boutoir de la crise que les petites entreprises ; c'est la loi du plus fort. Elles vont avoir plus de capacité de jouer leurs propres cartes pour défendre leur propre intérêt et cela même aux dépens de ceux du capital national auquel elles sont le plus liées. Dans les conditions chaotiques du marché mondial en crise, elles vont devenir un facteur de désorganisation et d'instabilité supplémentaires : spéculant sur les monnaies pendant la "crise monétaire", investissant ou "retirant leurs billes" sans tenir compte du cadre social et renforçant ainsi l'agitation, spéculant sur le marché mondial à la hausse ou à la baisse sur les matières premières, etc.

Ce sont ces raisons qui déterminent l'intervention de l'Etat plus à même de défendre les intérêts du capital national dans son ensemble et qui, conscient de la nécessité d'augmenter la compétitivité du capital national, doit rationaliser son appareil productif, contrôler la fluctuation de sa monnaie et le taux et la répartition des investissements. La réalisation de tous ces points passe par une mise au pas des entreprises nationales les plus importantes, pour les plier à la discipline de la défense des intérêts de l'économie nationale dans son ensemble.

La fraction de gauche de l'appareil politique du capital est la plus appropriée pour mener ces mesures à bien. A travers le contrôle qu'elle exerce sur la classe ouvrière, elle peut faire passer ces mesures pour des acquis de la classe ouvrière et, ainsi, lier le prolétariat à la défense du capital national.

La longue période de reconstruction qui a suivi les immenses destructions de la deuxième guerre mondiale a pu faire croire à certains que le capitalisme était entré dans un nouvel âge d'or de développement, sans gros problèmes ; ils annonçaient pour la fin du siècle la domination de l'économie mondiale par quelques 300 monstres multinationaux ne suivant d'autres motivations que leur appétit de profit.

Le retour de la crise économique mondiale du capitalisme dans les années 60, que nul économiste bourgeois n'envisionait plus, s'est chargé de remettre les choses à leur place. L'approfondissement de la crise s'est chargé de faire accélérer la tendance au capitalisme d'Etat, c'est-à-dire la tendance à la concentration de plus en plus forte du contrôle de l'économie nationale par l'Etat.

les "multinationales" sur la sellette

Avec le retour de la crise, le pouvoir des "multinationales", loin de se renforcer, ne fait partout que se trouver contrôlé, surveillé, encadré ou même annihilé par l'Etat. Si les "multinationales" gardent leur auréole de prospérité malgré tout, c'est parce qu'effectivement, elles résistent le moins mal à la crise. L'exemple de la soi-disante "crise du pétrole" et de son contrecoup sur les grands trusts pétroliers est à cet égard caractéristique. Cette "crise" a été le prétexte pour de nombreux Etats riches en pétrole pour accélérer la vague de nationalisations des champs et installations pétroliers entamée dès le début des années 60. Cette vague de nationalisations a touché quasiment l'ensemble des pays producteurs de pétrole, si bien que les entreprises qui symbolisaient aux yeux du monde capitaliste l'entreprise multinationale exemplaire se sont peu à peu retrouvées expulsées en dehors de la production pour ne conserver que les secteurs du négoce, du raffinage et de la prospection où les Etats pétroliers eux-mêmes les concurrencent directement.

Si, dans un premier temps, les géants pétroliers ont profité de la crise à travers la hausse du prix du pétrole brut, quadruplant ainsi la valeur de leur stock, les conséquences à plus long terme ne sont pas aussi brillantes. Dans tous les pays où elles sont implantées, c'est à un contrôle de plus en plus strict de leurs profits qu'elles doivent faire face ; leur capacité d'investissement s'est trouvée fortement diminuée et, de tous les espoirs placés dans les recherches en mer du Nord, bien peu se réalisent.

Aujourd'hui, ce sont de plus en plus les Etats qui interviennent sur le marché pétrolier, soit directement comme les pays producteurs de pétrole qui fixent le prix du pétrole brut, définissent par de gigantesques contrats la part du pétrole sous-traitée aux "multinationales", soit indirectement comme au travers d'entreprises nationalisées ("multinationales" aussi, mais complètement domestiquées), telles Elf-Erap en France ou l'ENI en Italie. Pour les "multinationales", la perspective est simple, il n'y a pas de choix, elles devront s'intégrer de gré ou de force à la défense du capital national.

C'est dans un ciel déjà passablement agité pour les "multinationales" qu'éclate le scandale Lockheed. La grande entreprise aéronautique est accusée de verser des pots de vin pour conquérir des marchés face à une concurrence de plus en plus féroce. Cette affaire apparaît comme un moment de la lutte sourde qui se mène aux USA pour obliger les "multinationales" à se plier à la discipline de l'Etat, elle ne peut être comprise que dans ce cadre.

Les reproches qui sont faits, aux Etats-Unis, aux trusts sont multiples : en investissant à l'extérieur, ils accélèrent la dégradation économique intérieure, renforcent le chômage et réduisent à long terme la formation de capital domestique ; compte tenu des impôts payés aux pays hôtes, le taux de profit des investissements extérieurs est négatif. Le capitalisme américain se retrouve devant la situation aberrante pour ses intérêts de voir les filiales de ses "multinationales" vendre deux fois plus en 1970 que le total des exportations américaines, et de voir les produits de ces filiales à l'étranger revenir sous forme d'importations.

Depuis le début des années 60, les projets de lois se succèdent au Congrès, qui ont pour but d'obliger les "multinationales" à se plier aux besoins du capital américain en crise. Les membres les plus libéraux du parti démocrate américain sont les chefs de file de la campagne qui se développe contre les "multinationales" aux USA. En effet, le parti démocrate, moins lié aux intérêts privés (alors que, traditionnellement, le parti républicain est le représentant des milieux d'affaires), mais lié à l'appareil d'encadrement syndical, est plus à même de représenter les intérêts du capital national dans son ensemble. Ce n'est pas un hasard si c'est le parti démocrate qui fut à l'origine du New Deal.

C'est dans ce contexte que la divulgation de toutes les commissions payées à l'étranger intervient. Même si le prix à payer est lourd : le scandale atteint les équipes gouvernementales en Italie, au Japon, aux Pays-Bas, etc., il est d'une nécessité vitale pour le Département d'Etat qui a déclenché le scandale américain de mettre au pas ces entreprises qui investissent à l'étranger, et finalement, ne rapatrient pas leurs capitaux. Le besoin vital de défendre l'économie nationale prime et l'argument fallacieux utilisé sans frein depuis "Watergate" d'une "moralisation" de la vie politique et des affaires cache de plus en plus mal les intérêts économiques qui se cachent derrière.

De toute façon, du point de vue même des "multinationales", il est de moins en moins intéressant d'investir en dehors des USA et cela se voit bien dans le mouvement qui mène les grandes entreprises européennes (Michelin, Volkswagen, Volvo, etc.) à investir aux USA et les "multinationales" américaines à retirer leurs billes d'Europe.

La tendance est actuellement, face à la crise et à la concurrence exacerbée, de rationaliser et de concentrer l'appareil productif, c'est aussi ce que font les entreprises "multinationales". Les récents problèmes qui se sont posés

avec Idéal Standard en France, Chrysler en Grande-Bretagne ou Goodrich en Hollande en sont la manifestation. Face à ces filiales non rentables, les entreprises américaines, soit s'en débarrassent complètement comme avec Idéal Standard, soit marchandent avec l'Etat du pays hôte pour pouvoir rentabiliser l'entreprise, ce qui se traduit par des licenciements comme Goodrich aux Pays-Bas.

Les grandes "multinationales" privées sont obligées aujourd'hui de composer avec l'Etat, là où elles sont implantées, mais aussi les différents Etats, s'ils doivent mieux contrôler ces entreprises, doivent aussi mieux pouvoir les utiliser pour défendre leur économie. L'Etat se fait maître d'oeuvre et les grandes entreprises se font ses sous-traitantes. Lorsque des représentants du gouvernement français vont à l'étranger, c'est en représentants de l'économie nationale, concluant les marchés que réaliseront les entreprises nationales ; Giscard ou Chirac ont été les commis voyageurs du capitalisme français en Iran, Irak, Arabie Saoudite, etc. On assiste à la fusion du capital privé et de l'Etat, sous le contrôle de ce dernier. Avec l'aggravation de la crise, la tendance au capitalisme d'Etat se fait de plus en plus forte, et la marge de manoeuvre des "multinationales" pour défendre leurs propres intérêts, de plus en plus faible. Elles deviennent en fait des rouages de l'Etat, que ce soit au travers d'un contrôle sévère ou directement par des nationalisations. Les enfants turbulents du capital doivent s'assagir et participer docilement à la tâche de défense de l'économie nationale.

la gauche du capital face aux "multinationales"

Toutes les fractions de la bourgeoisie sont soumises à la nécessité de sauvegarder le capital national et, par conséquent, sont conscientes du besoin de mettre au pas les entreprises les moins sages. Cependant, les fractions de gauche de l'appareil politique du capital, moins liées aux intérêts privés particuliers peuvent mieux prendre conscience des besoins du capital national dans son ensemble, de là découle que ces fractions de la bourgeoisie vont développer le plus fortement les tendances au capitalisme d'Etat.

En identifiant les "multinationales" avec le capitalisme et en les rendant responsables de la crise actuelle, les différentes expressions de la gauche du capital peuvent faire passer les mesures capitalistes d'Etat que sont la mise au pas des trusts internationaux pour des formes de défense du "consommateur" et du travailleur contre la barbarie de ces monstres assoiffés de profit.

Aux USA, la campagne contre les trusts a été menée au nom de la défense du consommateur derrière des portedrapeaux tels Ralph Nader : il faut rétablir la concurrence pour obtenir de meilleurs produits à de meilleurs prix, donc lutter contre les monopoles. Mais, de fait, on aboutit à un partage du marché intérieur sous les auspices de l'Etat et à une réglementation qui demeure la concurrence.

Le charabia démocratique utilisé ne constitue que l'emballage mystificateur derrière lequel se cache l'emprise de plus en plus totalitaire de l'Etat sur l'ensemble de la vie sociale. Ce n'est pas là un des moindres paradoxes de voir que derrière les scandales de Watergate, ITT, Lockheed, etc., et tout le verbiage sur les libertés qui s'en est suivi, c'est à un renforcement de l'appareil d'Etat américain que l'on assiste.

Mais, partout dans le monde, le thème qui est essentiellement mis en avant pour justifier les mesures capitalistes d'Etat, c'est l'intérêt national. A l'heure où les effets de la crise se font dramatiquement sentir pour l'économie capitaliste, la tendance générale est à la diminution des échanges et à l'autarcie, le protectionnisme économique trouve sa justification idéologique dans le pire des nationalismes.

En France, le PCF se fait l'ardent et le plus conséquent défenseur du capital national. Les grandes entreprises privées françaises de dimension internationale sont accusées de "brader les intérêts de la France", et c'est Renault, entreprise nationalisée, qui sert le mieux ces intérêts qui reçoit les louanges : en effet, Renault "a versé à l'Etat... 21 fois plus qu'elle

n'en a reçu !" C'est-à-dire que c'est une entreprise rentable, qui exploite intelligemment les travailleurs et est sage et disciplinée du point de vue du capital français. Les travailleurs de Renault seraient-ils moins exploités que ceux de Simca-Chrysler ? Que Renault soit une "multinationale" comme les autres, qu'au travers de ses filiales en Argentine, en Espagne ou ailleurs, il joue le même rôle que les Ford, Chrysler ou General Motors tant décriés, cela ne gêne pas nos soi-disant "communistes". Ce qui est important, c'est que la Régie défende bien les intérêts capitalistes de la France à l'étranger.

Chaque fois qu'une entreprise financière est absorbée par un groupe étranger, socialistes, communistes et gauchistes tous unis dans un même chœur dénoncent la mauvaise gestion des capitalistes français qui livrent la France aux "grands monopoles" étrangers. Ainsi, à Lip ou à la CII, les luttes des travailleurs pour défendre leur niveau de vie, leur emploi sont détournées par les syndicats vers la défense de l'entreprise, vers la défense de l'intérêt national, dans la revendication des nationalisations.

Toutes les fractions de la bourgeoisie sont relativement conscientes de la nécessité de discipliner les grandes entreprises, mais, là encore, la gauche, moins liée aux intérêts privés, est plus à même de mettre les mesures capitalistes d'Etat en pratique. Le mot d'ordre mis en avant est celui des "nationalisations", mais il faut souligner la relative prudence des partis du Programme Commun. En effet, la bourgeoisie française se trouve confrontée à différentes contradictions : d'un côté, accélérer la tendance vers la concentration de l'économie sous le contrôle de l'Etat, de l'autre, deux problèmes surgissent : il faut rassurer les capitalistes privés afin d'éviter une fuite de capitaux avec la venue de la gauche au pouvoir, et il faut ménager les intérêts des grandes puissances économiques qui dominent le bloc impérialiste occidental. De ces deux points découle la prudence de François Mitterrand : lorsqu'il déclare que les "multinationales" sont "une puissance qu'il faut à la fois ménager et contrôler et parfois mettre à la raison" et la prudence du Programme Commun qui ne prévoit pas la nationalisation de groupes industriels étrangers implantés en France.

Vis-à-vis de la classe ouvrière, en identifiant les "multinationales" au capitalisme, et les mesures de capitalisme d'Etat au socialisme, la gauche de l'appareil politique du capital enchaîne dans la défense de l'entreprise contre les visées des trusts étrangers.

Au travers de sa rhétorique, le PCF accuse le "capital apatride", fustigeant les "grands monopoles" qui spéculent contre la France et dit que ce sont les travailleurs qui sont les meilleurs défenseurs des intérêts de la France. Pour ces "communistes" aux couleurs de la France, c'est le capital qui devient internationaliste et les prolétaires qui ont une patrie à défendre.

ooo

L'antagonisme irréductible entre le développement des forces productives et les rapports de production, qui caractérise la période de décadence, trouve une de ses expressions les plus claires dans la crise des entreprises multinationales qui sont obligées de se plier à la discipline du capitalisme d'Etat. Les multinationales expriment la contradiction inhérente au capitalisme ; un système mondial divisé en fractions nationales concurrentes.

A l'heure où l'Etat est la seule force de cohésion d'une société déchirée par ses contradictions internes, il est d'une nécessité vitale pour la bourgeoisie d'intégrer dans la défense de l'Etat les deux forces ennemies : le capital et le travail ; il faut discipliner l'un et mystifier l'autre.

D'une part, la gauche du capital est la plus consciente de la nécessité de développer la tendance au capitalisme d'Etat et, d'autre part, la plus apte à embrigader la classe ouvrière dans la défense de la nation.

Contre toutes ces manoeuvres qui n'ont pour résultat que d'entraîner le prolétariat sur le terrain nationaliste, celui de sa défaite, les révolutionnaires ne peuvent que répéter que "les révolutionnaires n'ont pas de patrie", ils n'ont pas d'intérêt national à défendre.

LES LUTTES DE CLASSE EN U.R.S.S.(2)

La première partie de l'article a tracé le cadre général dans lequel les luttes ouvrières ont sporadiquement émergé en U.R.S.S depuis le début de la période khrouchtchevienne (1956) et se poursuivent sous ses successeurs : en réponse aux manifestations d'une crise irréversible qui gangrène la planète entière et dévoile partout, à travers son aggravation, la nature anti-prolétarienne et la sclérose du système qui la produit, le capitalisme qui détermine et entretient en tout lieu les mêmes rapports de concurrence et d'exploitation.

Ces luttes témoignent ainsi d'un affrontement de classes qui s'inscrit dans le cours général de remontée des luttes prolétariennes à l'échelle mondiale.

Cette seconde partie s'attache à indiquer les caractères particuliers que revêtent ces affrontements en U.R.S.S. et à montrer, à travers les limites de l'appareil d'Etat, les enseignements qui s'en dégagent pour l'ensemble du prolétariat.

capitalisme d'Etat et luttes ouvrières

Comme dans l'ensemble du bloc de l'Est dominé par l'impérialisme russe, comme dans tous les pays qui, sous le masque du "socialisme", expriment les contradictions et les besoins du capitalisme dans sa phase décadente : la concentration à travers l'Etat de l'ensemble de l'économie et le contrôle direct et rigoureux par cet Etat sur tous les secteurs de la vie sociale, les luttes revendicatives en URSS dévoilent plus rapidement qu'ailleurs leur caractère politique du fait de leur affrontement direct avec l'appareil d'Etat.

A travers la moindre revendication économique, toutes les grèves et les luttes prolétariennes se heurtent et doivent immédiatement s'affronter à un appareil d'Etat qu'elles remettent directement en cause, non seulement parce qu'il concentre en son sein le pouvoir économique et détient les moyens de production, mais qu'également il contrôle et régit l'ensemble de la vie sociale.

Cette domination s'exerce à travers l'existence d'un parti unique : le PC qui exprime de façon cohérente au niveau politique les lois et la dictature qu'imposent le capitalisme d'Etat et qui rassemble dans un bloc unitaire l'ensemble des intérêts de la classe possédante.

Ainsi, le pouvoir de la bourgeoisie n'est-il masqué par aucun des organes ou institutions, héritages d'une forme classique de développement du capitalisme qui, dans d'autres pays, à travers une façade démocratique, expriment encore une rivalité d'intérêts entre diverses fractions de la bourgeoisie (notamment entre les tenants du capitalisme privé et les porteurs du capitalisme d'Etat). Ils servent de paravents à l'antagonisme fondamental de classe entre bourgeoisie et prolétariat, soit en essayant d'enfermer les prolétaires dans le cadre économique de leurs revendications (syndicats), soit en cherchant à le diluer dans l'arène politique de la bourgeoisie (jeu des partis). Ces organes remplissent ainsi une fonction d'amortisseurs sociaux aux conflits de classe.

Par contre, en URSS, aucune ambiguïté ne peut surgir à ce niveau : il est patent, par exemple, que le "patron" n'est pas le directeur de l'usine qui est un simple exécutant salarié des directives qu'impose l'organe politique : l'Etat pour le quota de production ; de même, "l'intégration des syndicats à l'Etat prend des formes directes, sans

nuances"; ils sont "officiellement partie intégrante de l'appareil étatique" (brochure du CCI : "Les syndicats contre la classe ouvrière"). Mais "que cela se fasse grossièrement, ou que cela prenne les formes du jeu des comédies politiques de la bourgeoisie", cela reste le reflet d'une même réalité fondamentale : la tendance au contrôle de plus en plus important de l'Etat sur l'économie comme sur l'ensemble de la société.

Dans la mesure où les ouvriers se trouvent directement confrontés au pouvoir d'Etat en URSS, les symboles politiques de ce pouvoir sont fréquemment le lieu de rassemblement de la colère ouvrière : on a vu par exemple, en Pologne comme en URSS, les sièges locaux du parti endommagés, parfois même incendiés. De même que le pillage des magasins face à la disette, ces actes ne sont pas le fait de "houligans isolés" mais ces brusques assauts qui prennent très vite la forme d'émeutes expriment le caractère général de violence des affrontements où le poids énorme de l'appareil d'Etat et son intervention permanente dans la vie sociale contraignent les luttes ouvrières.

La concentration de l'appareil productif par l'Etat ne correspond pas à un quelconque caractère spécifique des rapports de production mais, ne faisant que répondre aux besoins généraux d'une économie nationale, exprime les mêmes lois que partout ailleurs d'un phénomène général, la décadence du capitalisme.

Si, en URSS, cette tendance s'est affirmée avec ses conséquences politiques plus tôt que dans les autres pays, c'est que cette nécessité se fait jour d'abord dans les pays à l'économie la plus faible et la plus fragile. Or, l'Etat tsariste a légué le poids d'un immense secteur agricole et rural arriéré auquel s'est ajouté l'état de délabrement économique et de misère provoqués par la guerre de 1914 et la guerre civile. Mais le capitalisme d'Etat n'a pu toutefois s'imposer en URSS que sur les cendres fumantes de la vague révolutionnaire des années 17-23 en Europe, à la faveur de l'écrasement du prolétariat à l'échelle mondiale et du triomphe de la contre-révolution dont la manifestation en URSS n'a été que le corollaire mais où elle a adopté les formes les plus extrêmes et les plus brutales : le stalinisme. La forme capitaliste d'Etat s'y est imposée en fonction de l'inexistence d'une bourgeoisie privée, totalement expropriée au lendemain de la révolution.

Au nom même du "socialisme", les tâ-

ches de la contre-révolution ont été accomplies avec une ampleur sans précédent en passant par la liquidation des vieux bolcheviks et des forces révolutionnaires, les procès de Moscou, l'élimination systématique de tous les "opposants", les camps de travail forcé, les déportations massives de populations entières, le tribut énorme au carnage inter-impérialiste de la guerre mondiale et la main de fer la plus implacable sur le prolétariat pour l'atteler à l'oeuvre de "production nationale". Mais avec, comme ailleurs, la réapparition de la crise, les luttes ouvrières surgissent à nouveau et la forme de contrôle totalitaire de l'appareil d'Etat, produit d'une période, n'est plus un instrument adéquat de la bourgeoisie pour y faire face efficacement. Celle-ci ne dispose en effet que d'une expérience : celle de la contre-révolution et ne peut avoir, face aux luttes ouvrières, qu'une faible marge de manoeuvre dont la composante essentielle est la répression. La rigidité de l'appareil d'Etat, loin de manifester une force, indique toute la faiblesse et la fragilité du contrôle de la bourgeoisie.

En fait, elle ne lui permet qu'une alternative : soit céder immédiatement aux revendications pour prévenir l'extension d'une grève et la faire cesser la plus rapidement possible quand elle éclate dans les centres industriels les plus importants, soit, dans le même but, employer la répression immédiate la plus féroce dans toutes les autres circonstances. En se limitant à des exemples parmi les plus significatifs : d'un côté, à Kiev (3ème ville d'URSS), en 1973, alors que les ouvriers d'une usine de machines-outils s'étaient mis en grève à 11 h. du matin pour une augmentation de salaire, un membre du comité central du PC d'Ukraine arrivait sur place à midi et à 3 h. de l'après-midi, les ouvriers étaient informés que leurs salaires allaient être augmentés et que la plupart des hauts administrateurs de l'entreprise étaient limogés. Dans la plupart des cas semblables, une enquête est effectuée après la grève pour organiser la chasse aux meneurs, frappés de dures sanctions. Si des concessions rapides et momentanées ne parviennent pas à arrêter la grève, elle est promptement et brutalement matée.

De l'autre côté, si la lutte ouvrière se manifeste dans une région plus excentrée, aucune concession n'est envisagée et la répression s'abat immédiatement comme en 1962 à Novoherkassk dans le Donbass quand, à la suite d'une compression de salaires, les ouvriers d'une usine textile se mirent en grève alors que les prix de la viande venaient d'être fortement augmentés, la totalité des usines de la ville suivit le mouvement revendicatif, un comité de grève s'étendit très rapidement à l'échelon régional et le mouvement aboutit quasiment en insurrection de la population. La police locale refusa de tirer sur les grévistes, la troupe elle-même ne respecta pas les ordres reçus et le gouvernement dut faire appel à la milice du KGB. La région fut isolée du reste du pays pendant plusieurs mois et des membres du comité central durent venir sur place pour faire redémarrer la production.

Cette absence de souplesse de l'appa-

reil d'Etat ne peut, avec la détérioration de plus en plus grande des conditions matérielles d'existence des prolétaires due à la crise, que maintenir de plus en plus difficilement des illusions au sein de la classe ouvrière aussi bien sur le caractère "socialiste" des rapports de production que sur les équipes dirigeantes actuellement en place.

les illusions qui menacent le prolétariat

Malgré le poids énorme de l'appareil répressif pour encadrer et atomiser un des prolétariats les plus concentrés du monde et isoler ses luttes, le danger le plus grave qui menace les luttes ouvrières est de les voir détournées par des illusions. Celles-ci peuvent essentiellement se présenter sous deux formes :

- les illusions "démocratiques" que tenteront de mettre en avant et d'entretenir des courants du style "opposition polonaise" qui, à travers "samizdat", manifestes, chartes pour une nouvelle constitution ou autres "comités de soutien aux travailleurs", proposent en toute simplicité des méthodes plus efficaces pour gérer l'économie et pour éviter de nouveaux soulèvements populaires : "Il est nécessaire de procéder à des changements essentiels ou du moins de les entreprendre. Dans le cas contraire, on ne pourra plus éviter une tragédie qui peut prendre la forme de révolte violente... Un système politique dépourvu d'un mécanisme d'adaptation continu, un système rigide qui détruit la critique, qui n'est pas soumis à un contrôle social, qui ne respecte pas les libertés critiques fondamentales, un tel système n'est pas efficace". C'est ainsi que s'exprimait il y a quelques mois Lipinsky, vieux cadre du parti et un des plus distingués représentants de cette "opposition polonaise" soulevant l'enthousiasme des trotskystes qui s'extasient sur ce courant qui "s'exprime sur des positions socialistes" et déclarent qu'enfin "l'ouvriérisme stalinien diviseur et caricatural est battu en brèche" ! (Rouge du 19/10). Sans vouloir présumer de l'avenir politique de cette frange de la bourgeoisie, sa fonction actuelle et future qui s'affirme si clairement est de servir de rabatteurs au système existant. Ils n'offrent rien de positif pour le prolétariat, n'expriment aucun "pas en avant" mais assurent un moyen ultime de détournement des luttes et jouent pleinement dans le camp de la bourgeoisie le même rôle de défenseurs de l'Etat que l'ensemble de leur classe.

- l'exploitation d'une autre vieille arme de la bourgeoisie : le nationalisme, à travers la multitude des minorités nationales en URSS. A l'intérieur de strictes limites définies par les impératifs de cohésion du bloc russe et le maintien des intérêts de ce bloc (le dépassement de ces limites ne pouvant à l'extrême qu'entraîner un basculement dans l'autre camp impérialiste), la bourgeoisie a déjà su utiliser ces mouvements comme moyen de défoulement et de détournement du mécontentement général et des luttes ouvrières en particulier comme en Lituanie, en Lettonie et

(suite page 6)

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

